

Cet article aborde plusieurs débats organiquement liés :

- sur la société socialiste en tant que telle
- sur la notion de « transition au socialisme »
- sur la nature des anciens pays dit du « socialisme réellement existant » - et leur transformation en cours.

Dans un premier temps, je voudrais résumer ce que fut la cohérence de l'approche d'Ernest Mandel sur ces questions. Je reviendrai ensuite sur quelques-uns des débats que ces positions ont suscités en soulignant les points forts de Mandel mais aussi ceux qui s'avèrent moins convaincants : à la lumière du processus de restauration capitaliste en cours, de nombreuses controverses sur les pays dits « socialistes » peuvent être repensées ou reformulées aujourd'hui. Je reviendrai en conclusion sur la question la plus essentielle qui demeure d'actualité - quelle conception du socialisme ?

Introduction : la cohérence d'Ernest Mandel

Ernest Mandel a souvent souligné (c'est notamment dans ses cours que j'ai appris cela de lui) les limites de la pensée marxiste sur la construction d'une société socialiste, c'est-à-dire sur les conditions d'émergence d'une société socialiste. Alors que Marx pouvait développer dans *Le Capital* ses concepts relatifs au mode de production capitaliste en les appuyant sur sa connaissance des sociétés capitalistes développées, il avait refusé d'imaginer un « modèle » de socialisme. Les marxistes du vingtième siècle ont, quant à eux, été contraints " d'élaborer en marchant " sur les questions de la transition du capitalisme au socialisme. Pire, ils ont dû le faire à partir de révolutions socialistes survenant dans des pays pauvres. Le stalinisme a introduit des difficultés théoriques supplémentaires (outre la répression des analyses marxistes critiques provenant de l'intérieur). C'est pourquoi Mandel rappelait que les marxistes qui s'efforçaient de comprendre les pays d'Europe orientale, se trouvaient confrontés, disait-il, à un " problème de base : le cadre théorique requis pour analyser les sociétés évoluant du capitalisme vers le socialisme n'existe pas encore complètement ... Il reste donc extrêmement difficile de décider quels développements sont dus à la dégénérescence bureaucratique et ceux qui sont historiquement inévitables ". Il ajoutait: « nous connaissons les idées de Marx sur le socialisme et, s'il est difficile de définir précisément ce qu'est le socialisme, nous savons fort bien ce qu'il n'est pas »[1]

Ce que le socialisme n'est pas ? Tout au long de sa vie, Mandel répondit à cette question en fonction d'une conviction : le socialisme signifie l'auto-organisation directe, sans le détour du marché. Les débats ultérieurs sur le socialisme ont montré que cette 'définition négative' n'était peut-être pas aussi claire que prévu...

1) Ernest Mandel a en effet maintenu de façon cohérente une interprétation classique des écrits de Marx et d'Engels sur le socialisme, comme société basée sur 'l'association directe des producteurs' qui utiliseraient directement leur propre jugement dans l'allocation des ressources et l'organisation de la production et de la distribution. Le rejet des rapports sociaux dissimulés par les rapports marchands dans le marché capitaliste est évidemment un objectif central du projet socialiste émancipateur. Mandel associait souvent cet objectif de dépérissement des catégories marchandes au développement de l'abondance allant de pair

avec une auto-organisation croissante des travailleurs. Dans son débat avec Alec Nove, Mandel a insisté centralement sur le caractère réalisable de ce qu'il affirmait être 'l'objectif de la politique marxiste – le socialisme sans production marchande'. [2] Il associait les possibilités d'arriver à ce but au développement des forces productives.

Dans la tradition marxiste défendue par Mandel, le socialisme devait être le produit d'une résistance mondiale des travailleurs contre le capitalisme développé conçu comme un système-monde cohérent. Une révolution socialiste avait été victorieuse à la périphérie de ce capitalisme. Elle ne fut pas relayée par des révolutions dans des pays capitalistes développés : cela signifiait que la société post-capitaliste ne pouvait pas être 'socialiste' – mais une société de transition entre le capitalisme et le socialisme. Ceci était lié non pas d'abord à la dégénérescence stalinienne mais au sous-développement et à l'isolement – conditions qui allaient elles-mêmes être des éléments clés dans la cristallisation du stalinisme.

2) La notion de 'société en transition vers le socialisme' repose sur une continuité avec l'approche bolchevique des années 1920. Le concept fut introduit après la révolution d'Octobre. Il différait donc de la notion de socialisme comme 'transition au communisme' que l'on peut trouver chez Marx. Il était organiquement lié à l'idée que la prise du pouvoir en Russie n'était seulement que la première étape d'un processus global de résistance à la domination capitaliste internationale. Pour les bolcheviks, la révolution et la nouvelle société étaient 'socialistes' dans leurs objectifs et non dans leurs réalités sociales. Les classes, les formes différentes de propriété, le marché et le sous-développement ne pouvaient être abolis en un seul jour sans l'aide de victoires socialistes dans les pays développés. Le socialisme 'dans un seul pays' et dans des conditions de sous-développement était impossible. Cependant, briser le plus faible maillon de la 'chaîne impérialiste' pouvait encourager davantage de résistance ailleurs. Cela pouvait aussi permettre d'amorcer la transformation socialiste de l'Union Soviétique.

Selon une telle approche, l'Union Soviétique était conçue comme une société hybride engagée dans un processus de transformation socialiste par un " État ouvrier ". Les formulations initiales utilisées par les bolcheviks avaient une tendance descriptive, présentant une juxtaposition de 'secteurs' liés aux différents rapports de production et de propriété ('socialiste', capitaliste, petite propriété privée). Cet ensemble était soumis au contrôle d'État. Le plan lui-même avait le label 'socialiste'. Préobrajenski développa une théorie générale des logiques conflictuelles à l'oeuvre dans toutes les sociétés de transition qui seraient confrontées à un environnement capitaliste d'une productivité redoutable. Il formula son approche en termes de conflit entre la loi de la valeur et la 'loi d'accumulation socialiste'. Les principales fonctions historiques que la société en transition vers le socialisme devait assumer étaient le développement des forces productives et la transformation des rapports sociaux. Le programme de la 'révolution permanente' exprimait ainsi, au plan national et international, les tâches devant être accomplies à partir des conditions initiales de la révolution, afin d'établir les bases matérielles, économiques et culturelles d'une future société socialiste.

C'est dans ce cadre théorique que Mandel développa sa propre analyse, face à la bureaucratisation de la société soviétique. Staline décréta que le socialisme pouvait être (en fait, selon lui, avait été dès 1936) construit dans un seul pays...

La principale caractéristique que Mandel mettait en avant pour illustrer le caractère non-socialiste des sociétés de transition (existantes), au-delà du déni absolu de tout pouvoir de décision des travailleurs, était la persistance de l'argent et des catégories marchandes.

Symétriquement, il voyait la preuve du caractère non-capitaliste de ces sociétés dans les limites mêmes de la domination de la loi de la valeur et dans la substance non marchande de la planification soviétique.

Mandel insista sur la nécessité d'analyser les 'rapports de production spécifiques' des sociétés de transition en tant que tels, sans se contenter de juxtaposer les aspects provenant de différents modes de production.[3] La notion de transition impliquait une réalité 'ni capitaliste ni socialiste'.

La phase de transition, où les catégories marchandes et un certain niveau de marché perduraient, n'était pas considérée par Mandel comme de courte durée, ou même limitée aux pays sous-développés. Elle était fondamentalement liée au sous-développement des forces productives — par rapport aux besoins à satisfaire dans le contexte mondial donné.

Mandel insista donc, dans la lignée de Préobrajenski, sur les logiques conflictuelles persistant aussi longtemps qu'il n'y aurait pas abondance. Il exprima cette idée sous l'angle d'un conflit entre la 'logique du plan' et celle des marchés (marché mondial, marchés des biens de consommation, etc.); ou encore un conflit entre 'la norme bourgeoise de distribution' (à chacun selon son travail) et la logique du plan.

Parce que les problèmes de la transformation socialiste n'étaient (et ne seront pas) posés uniquement à court terme (au cours de la période révolutionnaire), Mandel insistait sur la nécessité de stimulants matériels, tout en soulignant les contradictions qu'ils pourraient induire s'ils prenaient une forme monétaire.[4] Il donnait donc de l'importance aux stimulants qui pourraient motiver les comportements collectifs, ou des améliorations dans les conditions de travail, l'éducation et la responsabilité.

3) La dégénérescence de la Révolution d'Octobre conduisit Mandel à essayer de comprendre une autre source d'exploitation et d'aliénation : celle qui était liée à la bureaucratisation de l'État ouvrier. La planification elle-même pouvait dissimuler des rapports sociaux d'exploitation et d'aliénation. De tels rapports existaient en fait dans les sphères de production analysées par Mandel comme soumises à la planification directe (sans rôle actif de l'argent). Dans son analyse de la bureaucratie, Mandel insista sur les effets de la délégation de pouvoir et de la division du travail dans des sociétés sous-développées (effets exacerbés par des facteurs politiques). L'analyse de la bureaucratisation de l'État ouvrier renforça ses analyses et ses conclusions militantes : il souligna que seule l'activité et l'auto-organisation des travailleurs peuvent assurer le double dépérissement de l'État et du marché, précondition de tout avenir socialiste.

Dans le cadre de son approche " matérialiste ", Mandel insistait sur le fait que la persistance de rapport marchands et bureaucratiques était favorisée par le sous-développement des forces productives. Mais son point de vue militant résistait aux versions mécanistes et fatalistes du 'matérialisme historique'. Le sous-développement des forces productives ne signifiait pas pour lui l'impossibilité de résister à la dégénérescence bureaucratique ; il n'impliquait pas non plus que les rapports de marché prédomineraient 'nécessairement'. Sur cette base, il s'opposa à Charles Bettelheim, à partir d'une analyse concrète et théorique des rapports de production de ces sociétés spécifiques : c'est-à-dire les rapports sociaux de production non seulement au niveau de chaque usine mais aussi entre les usines.[5]

Tout comme Préobrajenski, Mandel opérait une distinction fondamentale entre l'existence des 'catégories marchandes' (prix, salaires, etc.) et la domination de la loi de la valeur.

L'existence des premières n'est pas la preuve que la seconde domine. Il développa donc une analyse du rôle de l'argent (et des prix) dans les différentes sphères de l'économie. Il estimait que le travail avait un caractère 'directement social' dans le système de planification malgré ses aspects bureaucratiques et les gaspillages. Son argument essentiel était qu'il n'y avait pas de 'sanction' marchande (banqueroute, chômage, ...) pour une mauvaise planification. La caractéristique principale de la planification bureaucratique était d'être une médiocre ou une sous-production de valeurs d'usage.

Le pronostic de Trotsky

Les débats marxistes sur la nature de l'Union Soviétique et des sociétés similaires se développèrent selon ces axes. Mais ils portèrent aussi sur la prédiction de Trotsky selon laquelle il n'y avait pas de place historique pour un mode de production bureaucratique spécifique. Tout en laissant ouverte l'hypothèse selon laquelle la bureaucratie pourrait se transformer en classe si elle parvenait à écraser les capacités de résistance ouvrières, Trotsky posait l'alternative fondamentale en ces termes : révolution socialiste anti-bureaucratique ou restauration capitaliste. Une de ces deux options était censée se produire à court terme.

L'expansion spatiale et la relative longueur du règne de la bureaucratie donnèrent naissance et force à des analyses qui affirmaient soit que la bureaucratie était l'instrument direct de la domination bourgeoise mondiale soit qu'elle s'était cristallisée en une nouvelle classe.

Mandel rejeta vigoureusement ces arguments : la dégénérescence bureaucratique — et même la contre-révolution — n'avaient pas aboli (avaient même renforcé) les formes non-capitalistes de ces sociétés (au sens évoqué plus haut) ; la dictature bureaucratique n'était pas non plus parvenue à écraser la résistance des travailleurs. Cela signifiait que l'alternative fondamentale évoquée par Trotsky se posait toujours, même si l'issue finale restait en suspens pour quelques décennies de plus. Mandel chercha à analyser les causes d'un tel délai. Il répétait souvent que quelques décennies n'étaient pas une si longue période en " temps historique " (le temps nécessaire aux classes pour se consolider). Il estimait aussi qu'une contre-révolution capitaliste devrait briser violemment l'État, écraser les travailleurs - et jusqu'aux années 1980, une telle contre-révolution n'avaient pas eu lieu.

Dans son analyse de la durée de vie du système plus longue que prévue, Mandel insista sur la spécificité de la Seconde Guerre Mondiale : elle se terminait certes par une défaite partielle pour la classe ouvrière; mais il s'agissait aussi d'une défaite du fascisme, marquée par une extension de la révolution (Yougoslavie et Chine) et une augmentation de l'activité de la classe ouvrière. Cela signifiait que les capacités de résistance des travailleurs n'avaient pas été écrasées, même s'il avait manqué la capacité subjective de donner à la lutte de classes une dynamique socialiste cohérente. L'alliance de la 'bourgeoisie démocratique' et du stalinisme contre le fascisme consolida les deux régimes pour une certaine durée, mais sous de fortes pressions de la classe ouvrière. Celles-ci devaient être prises en considération à la fois par le système capitaliste d'après guerre et par les bureaucraties des États ouvriers. Cet élément joua un rôle décisif dans l'interprétation que Mandel produisit à la fois du 'capitalisme tardif' et des réformes bureaucratiques.

Ces dimensions spécifiques renforcèrent dans ses analyses le thème d'une résistance de la

classe ouvrière sur deux fronts : la thèse d'une 'lutte triangulaire' à la fois contre le capitalisme et la bureaucratie. Mais il n'y avait là aucune symétrie : l'extension des sociétés de type soviétique était toujours analysée dans le cadre conceptuel des sociétés de transition, même si la transition vers le socialisme était considérée comme bloquée. Dans la définition de Mandel des sociétés de transition, le principal élément n'était pas la dynamique (transition vers quoi ?) mais le caractère « ni/ni » de ces sociétés, c'est-à-dire leur indétermination en termes de domination de classe. Mandel les considérait toujours comme ni socialistes, ni capitalistes, ni stabilisées. Cela signifiait que la confrontation fondamentale de classe entre des logiques cohérentes de production, entre la bourgeoisie mondiale et les travailleurs, demeurait un enjeu. La nature hybride de ces sociétés impliquait soit une restauration capitaliste soit une 'révolution politique'.

Que serait cette 'révolution politique' ? 'L'ambiguïté' de cette notion, selon Mandel, '...ne résidait pas dans le terme de "révolution politique" mais dans la particularité de la révolution politique dans un État ouvrier, c'est-à-dire par définition, notamment s'il est bureaucratisé, un État dont le poids économique est exceptionnel. Par conséquent, même une révolution "purement politique" (un concept absurde dans tous les cas) aura évidemment des effets socio-économiques infiniment plus importants que ceux d'une révolution politique bourgeoise. Cette dernière remplace au moins une fraction de la bourgeoisie au pouvoir par une autre... [alors que dans un État ouvrier bureaucratisé] une révolution politique serait simplement ceci : une prise de contrôle de la gestion de l'État, de l'économie et de toutes les sphères de l'activité sociale par la masse des producteurs et des masses laborieuses, sous la forme d'un pouvoir de conseils ouvriers démocratiquement élus, les soviets.'[6]

La formule de 'révolution politique' était donc reliée à la caractérisation de la bureaucratie dominante et de l'État. La formule 'État ouvrier dégénéré' fut développée par Trotsky dans son analyse de la 'Révolution trahie'. Elle exprimait une réalité contradictoire analysée sous plusieurs angles :

1) Le stalinisme était interprété comme une 'contre-révolution politique'. Celle-ci consolida non seulement, ni même principalement, le pouvoir de Staline, mais signifia surtout la cristallisation d'une couche bureaucratique défendant ses propres intérêts matériels spécifiques au travers du parti/État - l'État ouvrier 'bureaucratiquement dégénéré'. D'où un blocage de la transformation socialiste de la société, à moins qu'un nouveau soulèvement ouvrier, une 'révolution politique' anti-bureaucratique ne se produisît.

2) Mais l'État était toujours caractérisé comme 'ouvrier' parce qu'il n'y avait pas eu de contre-révolution sociale au sens d'une restauration capitaliste, d'une part ; et parce que la caste bureaucratique n'avait pu stabiliser une position sociale indépendante dans le cadre d'un mode de production spécifique : elle régnait au nom des travailleurs et à leurs dépens.

Tel fut le cadre dans lequel Mandel développa son interprétation de la nature sociale de l'État soviétique. Elle était liée à son analyse de la bureaucratie de cet État — et à son évaluation de la situation de la classe ouvrière. Selon Mandel, la bureaucratie comprenait 'toutes les couches de la société soviétique qui sont privilégiées d'une façon ou d'une autre'; la bureaucratie, 'dans la mesure où elle ne possède pas les moyens de production, participe à la distribution du revenu national exclusivement en fonction de la rémunération de sa force de travail; finalement, les bureaucrates 'sont moins les enfants des travailleurs que d'anciens travailleurs eux-mêmes'. Ils sont 'une fraction de la classe ouvrière'. [7]

Les ouvriers, loin d'avoir été écrasés sous la dictature bureaucratique, s'étaient développés en nombre et en qualification. C'est pourquoi, Mandel soulignait un 'paradoxe fondamental : d'un côté, la classe ouvrière, sensée être la classe dirigeante dans toute la propagande officielle, était en réalité dénuée de tout droit politique. Dans le même temps, bien que la classe ouvrière ne participait pas à la gestion de l'économie et de l'État, elle disposait néanmoins de facto de pouvoirs et de droits.' [8] Par exemple, le pouvoir de contrôler le rythme de travail, les droits sociaux et culturels acquis... Il s'agissait d'autant de gains ouvriers sur la base desquels la bureaucratie légitimait de façon pseudo-marxiste sa domination comme 'socialiste'.

Finalement, selon Mandel, '...la formule d'"État ouvrier bureaucratifié" se réfère au critère de la théorie marxiste de l'État. Pour le marxisme, il n'existe pas d'État au dessus des classes. L'État est au service des intérêts historiques d'une classe donnée.... Jusqu'à maintenant, cet État a empêché la restauration du capitalisme et le pouvoir d'une classe bourgeoise... C'est seulement en ce sens que nous employons l'adjectif « ouvrier »... Il existe une énorme différence entre, d'un côté, maintenir certaines structures socio-économiques historiquement liées aux intérêts d'une classe sociale particulière, et de l'autre, défendre les intérêts immédiats et quotidiens d'une classe sociale au sens de la place quelle pense et veut avoir dans la société.' [9]

Mais la domination de la bureaucratie n'était pas stabilisée. Dans son analyse de la 'loi de développement' de ces sociétés, Mandel souligna la contradiction fondamentale entre le potentiel de développement lié à l'abolition de la domination capitaliste et au plan d'un côté, et de l'autre, le conservatisme bureaucratique. Ce dernier élément était analysé comme un obstacle croissant au développement des forces productives. Quelles qu'aient été les tentatives de réforme et de stabilisation de sa domination, la bureaucratie n'avait jamais pu surmonter les caractéristiques de 'l'accumulation extensive'. Ceci était lié à deux contradictions principales souvent soulignées par Mandel: 'Premièrement... il est impossible d'établir un lien rationnel entre les intérêts matériels de la bureaucratie elle-même et l'optimisation de la croissance économique. Deuxièmement, il n'y a aucune possibilité de dépasser la relative indifférence envers la production de la part des producteurs directs eux-mêmes'. La première pierre d'achoppement ne pourrait être surmontée que par la privatisation capitaliste; la seconde par une révolution politique ouvrière.

Mandel, comme Trotsky, insista sur le fait qu'une partie de la bureaucratie, 'spécialement son aile "gestionnaire" ', essayait de stabiliser ses propres privilèges au travers de la restauration capitaliste .

'Mais avant que toutes ces tendances puissent conduire à une réelle restauration du capitalisme, elles devraient avoir surmonté la résistance de secteurs clés de l'appareil d'État qui s'opposent à cette orientation. Ceci, incidemment, est la justification objective pour notre emploi de la formule scientifique 'd'État Ouvrier Dégénéré' pour décrire l'URSS, malgré toutes les mesures anti-ouvrières et l'absence totale de pouvoir ouvrier direct, ou même de droits politiques. Plus important encore, il leur faudrait vaincre la résistance du prolétariat lui-même, qui a beaucoup à perdre d'un tel processus de restauration capitaliste, particulièrement ce qui est sans doute la principale conquête toujours existante d'Octobre du point de vue ouvrier : un seuil qualitatif de sécurité d'emploi supérieur à celui existant sous le capitalisme.' [10]

Il y eut une évidente erreur de prévision dans l'analyse de Mandel. Mais où donc, précisément, se situait l'erreur ? Comment se liait-elle à sa compréhension générale de ce que fut le stalinisme ? En d'autres termes, la bureaucratie depuis Staline était-elle une

bourgeoisie d'État ou une nouvelle classe ? Ou bien y-a-t-il eu un tournant historique dans les dynamiques des luttes de classes dans les années 1980 ? Dans quelle mesure la crise du système et de l'ensemble des expériences révolutionnaires dans ce contexte international spécifique changeait-elle la manière dont les travailleurs et les bureaucrates tentèrent de défendre leurs intérêts ? S'il y a eu une sous-estimation ou une mauvaise évaluation de ces éléments (ce que je considère), cela signifie également que quelque chose n'était pas clair ou erroné dans l'argumentation proposée pour expliquer le concept. Ces différentes questions vont être discutées maintenant.

La plupart des débats sur l'analyse de la société soviétique auxquels Mandel a participé peuvent être passés directement au test des transformations en cours. D'autres dépassent les limites de ce test, même s'ils sont à l'évidence profondément influencés par lui : ils concernent le projet socialiste lui-même. Il est en tout cas possible de tirer des bilans des principaux débats et de souligner ce qui s'avère être les points forts de Mandel – mais aussi les points les moins convaincants.

I. Débats sur les 'sociétés de transition': le test de la restauration capitaliste

La chute des pays pseudo-socialistes et le processus de 'transition au marché', comme on l'appelle, doivent nous apprendre beaucoup. Ils devraient aider à dépasser quelque peu la sclérose des précédents débats, et sans doute permettre de meilleures formulations. En dépit (et à cause) des désastreux effets sociaux des politiques néolibérales et du terrible héritage laissé par le stalinisme, nous devons, dans nos analyses des sociétés en 'transition vers le capitalisme', bénéficier du recul expérimental des quelques années qui nous séparent de la chute du Mur de Berlin.

Il n'est pas possible de produire ici une analyse systématique du processus de restauration capitaliste en cours [11] : cela dépasserait les limites de cette contribution. Il faudrait fournir des chiffres sur la situation actuelle et proposer une approche comparative de l'ensemble des pays concernés. Or, les principaux débats avec Mandel ainsi que la plupart des discussions sur la nature des pays pseudo-socialistes se sont focalisés sur l'ex-Union Soviétique. Je me limiterai donc ici à utiliser le présent pour faire le point des débats passés, en se centrant essentiellement sur l'Union Soviétique.

Il est néanmoins intéressant de souligner quelques dimensions et difficultés communes aux divers pays concernés, afin de résumer les enjeux.

A la fin des années 1980, on pouvait avoir l'impression que l'effondrement du système de parti unique et la restauration capitaliste étaient un processus d'une incroyable facilité. L'idée que ces populations n'avaient rien à perdre se trouva renforcée. Les travailleurs ne défendirent pas les 'États ouvriers bureaucratisés' — les bureaucrates non plus, d'ailleurs. Des couches dominantes de l'ancienne nomenklatura, contrairement à ce que Mandel prévoyait, jouèrent même un rôle décisif dans le tournant vers les privatisations.

Six années après, l'image est bien plus complexe et davantage différenciée. La principale leçon qui en émerge est que la restauration capitaliste est un processus difficile. Il n'y a

plus aucun doute sur le fait que la population a beaucoup à perdre de ce processus en cours. Même là où la transition est la plus 'avancée' et la plus 'réussie' — par exemple en Pologne, Hongrie... — la population a librement exprimé sa désillusion en votant pour les partis qui représentent une certaine continuité avec le passé. Il ne s'agit nullement de retourner au passé. Les 'ex-communistes social-démocratisés en Pologne ou en Hongrie ne sont nullement prêts à arrêter l'intégration de leurs pays dans le système capitaliste mondial. Même les luttes de pouvoir en Russie relèvent plus de désaccord sur quel type de capitalisme mettre en place — au bénéfice de qui? — que de véritables projets alternatifs.

Si nous réexaminons le processus dans son ensemble, des fronts populaires démocratiques de types différents ont bel et bien existé contre le système du parti unique et sa dictature mais il n'y eut nulle part de révolution par en-bas en soutien à un programme restaurationniste explicite — à l'exception du cas très spécifique de l'unification allemande. Il n'y a aucune Allemagne de l'Ouest face à l'Europe de l'est dans son ensemble qui puisse intégrer celle-ci dans l'ordre capitaliste et payer la note ...

Les 'privatisations' sont plus ou moins déclarées accomplies, que ce soit dans la République Tchèque ou en Russie. Au delà de ces déclarations, cependant, il existe un manque de capital et de base sociale pour le processus restaurationniste. Il ne s'agit pas d'un processus organique s'appuyant sur une bourgeoisie déjà existante.

Ceci signifie que nous sommes en face d'une expérience historique absolument inédite. Ceci a à voir avec la spécificité de ces sociétés, leur " nature ". Certains analystes refusèrent de les appeler 'post-capitalistes' car il existait des formes 'pré-capitalistes', quasi-féodales, de protection non-marchande.

C'est partiellement vrai. Mais à la différence de la période de la révolution bourgeoise contre le féodalisme : 1) Il existe aujourd'hui un puissant système capitaliste mondial, avec ses propres institutions " globalisées ". Ceci est un élément clé dans le processus restaurationniste aujourd'hui. 2) En Union Soviétique, l'industrie représentait la plus grande part du produit national. Elle employait d'énormes concentrations d'ouvriers qui bénéficiaient de la sécurité de l'emploi. Tous ces éléments s'éloignent d'une réalité féodale - et comportent des dimensions post-capitalistes... .

Ces remarques sont destinées à éviter des discussions trop abstraites. Quelque soit le concept utilisé pour décrire l'ancienne Union Soviétique, il y avait - et il y a toujours - un besoin de regarder au delà des concepts, au delà des catégories économiques, au delà du plan, comme à l'Ouest, nous avons besoin de regarder au delà du marché, afin de percevoir les véritables rapports sociaux. C'est ici ce qui m'intéresse. C'est uniquement sur de telles bases que nous pourrions clarifier l'utilité ou les faiblesses de tel ou tel concept

Je traiterai maintenant de la 'transition vers le marché' actuellement en cours par rapport aux débats sur la nature de ces sociétés :

- la théorie du capitalisme d'État
- les théories de la 'nouvelle classe'.
- les raisons du tournant historique de 1989-91.
- la contre-révolution en « douceur ».
- à nouveau sur la nature sociale de l'État dans la société de transition

J'évoquerai ensuite les débats visant à reformuler les enjeux du socialisme lui-même.

1) Les débats sur la théorie du capitalisme d'État et les catégories économiques dans les sociétés de type soviétiques [12]

Bien que la théorie 'capitaliste d'État' n'ait aucune difficulté à expliquer pourquoi des éléments de la vieille nomenklatura ont joué un rôle moteur dans le processus en cours ('il s'agissait déjà d'une bourgeoisie'), cette approche ne nous aide pas à comprendre les caractéristiques non-capitalistes spécifiques de l'ancien système. Cela donc ne nous aide donc pas à comprendre ce qui est en jeu : cette théorie ne clarifie pas le tournant historique auquel nous nous trouvons confrontés. Le paradoxe, en fait, est qu'elle ne nous aide nullement à saisir pourquoi la forme la plus probable de restauration capitaliste sera — le capitalisme d'État !

Un tel concept a quelque chose à voir avec les principales dimensions, rapports sociaux et mécanismes d'exploitation d'un système capitaliste. C'est ce qui est en train d'être introduit aujourd'hui au travers de la nécessaire destruction (d'un point de vue bourgeois) de l'ancien système. C'est ce que la bourgeoisie mondiale fait consciemment (via ses 'experts' et institutions : la Banque Mondiale, le F.M.I. et l'Union Européenne). La bourgeoisie mondiale est en train de découvrir la difficulté et le coût d'un tel projet.

La réalité de la restauration capitaliste aujourd'hui

Les nationalisations dans les pays capitalistes (notamment en France après la Seconde Guerre Mondiale) aidèrent à augmenter le profit dans le secteur privé. Elles n'ont pas signifié l'abolition des droits de la propriété privée - contrairement à la logique soviétique.

Mais surtout, dans le 'capitalisme réellement existant' les privatisations de secteurs nationalisés de l'industrie se produisirent lorsque (et là où) elles étaient rentables pour le capital privé dans les conditions données de compétition marchande. Enfin, que l'on se situe dans les pays capitalistes développés ou à leur périphérie comme en Amérique Latine, les privatisations se déroulent dans des économies de marché où existent des marchés de capitaux, des institutions financières capitalistes, etc. ...

Ceci n'est tout simplement pas le cas dans l'ex Union Soviétique. Ce qui est en jeu en Europe orientale et particulièrement dans l'ex-URSS est la privatisation de l'ensemble de l'industrie (dont les principaux secteurs ne sont pas rentables selon les conditions du marché); la création d'un marché du capital et la transformation des travailleurs en 'libres' salariés. En d'autres termes, ce qui est en jeu c'est le rétablissement de tous les rapports sociaux, et des institutions qui permettent à l'argent de devenir du capital, et au critère du marché et de discipline de fonctionner.

La théorie capitaliste d'État ne permet absolument pas d'expliquer cela.

Le principal argument de Tony Cliff dans le passé était que le marché capitaliste mondial dictait sa logique aux investissements soviétiques. C'est exactement l'inverse qui est exact. L'Union Soviétique a pu se protéger pendant des décennies du marché mondial - et il était partiellement contraint de le faire à cause du boycott occidental qui l'empêchait d'acheter des technologies stratégiques. L'ouverture des pays d'Europe orientale - mais non pas de l'Union Soviétique - au crédit étranger et aux importations furent établies dans le cadre de

la division du travail au sein du CAEM (COMECON, selon les initiales anglaises) dans les années 1970. La crise de la dette dans ces pays dans les années 1980 (allégée pour un temps par le soutien de l'Union Soviétique et du système des prix du CAEM) et l'impact direct de la course aux armements sur l'Union Soviétique augmenta qualitativement les pressions du capitalisme sur ces sociétés. Ceci se déroulait à un moment où les contradictions internes de leur propre système augmentaient. L'ouverture de l'économie russe à la pression directe du marché mondial fut un élément essentiel de la 'thérapie de choc' du gouvernement restaurationniste. Ceci pesa sur la dette extérieure dans les années 1990, selon les prix des matières premières (dont l'URSS était exportatrice).

En d'autres termes, nous pouvons parler aujourd'hui dans un contexte restaurationniste, du rôle direct du marché mondial dans l'économie russe. Ceci n'était pas vrai entre le moment où Staline consolida son pouvoir jusqu'aux années 1980. Le résultat de l'ouverture de la Russie au marché mondial (comme c'est également le cas pour d'autres pays Est-européens) a été un désastre. Ceci nous autorise à évaluer combien cette pression n'était pas effective auparavant, contrairement à l'affirmation de la thèse 'capitaliste d'État'.

Mais ceci n'est pas la fin de l'histoire : définir une société comme capitaliste sur l'unique base de la pression du capitalisme mondial est évidemment insuffisant. On doit faire une analyse concrète des mécanismes internes existants, des rapports sociaux, des institutions du marché au travers desquelles la pression s'exerce. Il faut également mettre en évidence des rapports capitalistes de production. L'exploitation capitaliste n'est pas la seule forme historique d'exploitation, c'est-à-dire d'appropriation du surplus, par une couche sociale spécifique ou des classes. Dans un système capitaliste, le surplus doit prendre la forme de plus-value, appropriée comme profit monétaire (l'argent doit être 'capable' de faire plus d'argent au travers des rapports spécifiques de production et de propriété).

Cela était-il vraiment le cas en Union Soviétique ? Si la bureaucratie était déjà une bourgeoisie, pourquoi est-il si difficile d'établir des règles de marché et un marché du capital dans l'ex-Union Soviétique ? Pourquoi la pression extérieure du capitalisme mondial (et des institutions bourgeoises) n'est-elle pas suffisante pour rétablir la domination de la loi de la valeur ? Pour le moment, elle ne fonctionne toujours pas de façon convenable en Russie.

Les programmes explicites de 'transition vers une économie de marché' s'expriment par volumes entiers pour décrire ce qui empêchait les lois capitalistes d'orienter les investissements en Union Soviétique [13]:

- dans le secteur planifié, l'argent fut un instrument (d'ailleurs mauvais et plutôt passif) qui servait seulement d'unité comptable (même si cela était nommé un 'rouble', vous ne pouviez rien acheter avec ces roubles comptables ; vous ne pouviez utiliser que les roubles distribués comme salaire - et seulement pour acheter des biens de consommation) ;
- il n'y avait pas de réelle comptabilité d'usine avant les années 1980, car il n'y avait aucune mesure systématique des 'coûts' ; [14]
- les managers (ou d'autres personnes privées) ne pouvaient ni acheter ni vendre les moyens de production, matières premières ou encore les usines ;
- les usines ne pouvaient faire faillite ;
- il n'y avait pas de marché capital, ni de système bancaire fonctionnant sur la base du capital privé et du profit ;
- les travailleurs étaient globalement 'socialisés' dans d'énormes usines qui leurs donnaient non seulement emploi et salaires mais aussi toutes sortes de biens et de

services : appartements, crèches, hôpitaux, écoles, centres de vacances... Ces liens sociaux étaient (et sont toujours) des obstacles majeurs à la mobilité d'une force de travail 'libre' : ils furent introduits par les managers afin d'attirer et conserver la force de travail dont ils avaient besoin pour réaliser le plan, quel qu'en soit le coût. Souvent, une ville entière sinon une région complète étaient organisées autour de ces ensembles gigantesques ;

- les prix incorporaient les objectifs sociaux ou économiques des planificateurs, ils ne reflétaient pas les coûts ou la pression de la demande ou de l'approvisionnement;
- il n'existait pas de 'réels propriétaires' : les comportements des bureaucrates étaient cohérents avec le fait qu'ils n'étaient ni propriétaires collectif ou ni propriétaires privés des moyens de production. Ils produisaient, quelque soit le coût afin de maintenir leurs propres privilèges. Les travailleurs n'étaient pas non plus les 'véritables propriétaires', avec droits de contrôle et pouvoirs de décision. L'irresponsabilité fut le prix payé pour ce type d'aliénation.

Comme l'a affirmé clairement le célèbre partisan de la 'thérapie de choc' Jeffrey Sachs, les privatisations ont été destinées à briser un système non-capitaliste et à imposer de nouveaux rapports sociaux adéquats à la discipline du marché.

Les points les plus forts de l'analyse de Mandel sont bien là : la nature non marchande des moyens de production dans l'ancienne URSS, le caractère dominant de la planification basé sur des valeurs d'usages, le 'rôle passif de l'argent' dans le secteur planifié. Ceci est toujours visible dans les restructurations très limitées produites par les changements dans les prix. Les rapports de troc entre les grandes usines, l'énorme dette interentreprises, le chômage limité dans un contexte de déclin dramatique de la production : ce sont autant de moyens significatifs pour échapper à la pression du système de crédit — et des rapports sociaux associés à la loi de la valeur. La principale difficulté dans le processus de privatisation reste le manque de capital — qui signifie aussi le manque d'une 'véritable bourgeoisie' fournissant du capital. C'est la principale raison pour laquelle les privatisations restent souvent seulement juridiques (en Russie la tactique la plus courante a été de transférer la propriété à des 'collectifs' d'usines qui comprennent les managers), sans réelle restructuration et sans réel changement dans les comportements et des rapports entre managers et travailleurs.

L'analyse produite par des spécialistes de l'URSS comme Jacques Sapir (ancien partisan des thèses de Bettelheim) confirme la réalité prédominante, toujours « non marchande » de la société russe (en 1995). 'En Russie, le manque de flexibilité économique s'étend à la main d'œuvre, car les entreprises sont des lieux d'intégration sociale. Les acquis sociaux des salariés doivent être financés par les entreprises et représentent un capital fixe social... A partir de 1988, la désagrégation des contrôles centraux sur le fonds de salaires a favorisé l'affirmation d'un pouvoir des salariés au sein des entreprises. A la fin de 1991, le salaire réel moyen avait doublé par rapport à son niveau de 1987'(pp.72-73). Plus loin, J. Sapir ajoute : 'le sous-développement des infrastructures de marché, qu'elles soient matérielles ou institutionnelles, empêche les mécanismes d'arbitrage de fonctionner, ou leur confère des dynamiques perverses... L'émergence d'une crise des impayés traduit l'existence de fortes rigidités techniques et institutionnelles : le système productif ne peut s'adapter à la transformation instantanées des règles du jeu' (pp.257-258).

Finalement sous le titre 'absence de tout élément de discipline de marché', Sapir commente (p.263-4): 'Un autre facteur qui pèse fortement dans l'absence des conditions d'une discipline du marché, réside dans le rôle social attribué aux entreprises dans l'ancien système soviétique. Les entreprises ne sont pas seulement des endroits où l'on travaille,

moyennant un salaire, elles sont aussi des systèmes de distribution de biens et de services, elles participent largement à la protection sociale et contribuent de manière décisive aux infrastructures sociales locales (logements, crèches, dispensaires). Non seulement tout ceci grève leurs finances, mais cela rend aussi très difficile le licenciement, individuel ou collectif ... La décomposition spontanée du système rend possibles les conditions d'une solidification des relations entre les directions d'entreprise et les élites politiques locales ... On aboutit alors à l'impossibilité de mettre en oeuvre, du moins à court terme, une quelconque loi sur les faillites...' [15]

Les différences entre régions and industries (mais aussi entre les différents pays d'Europe Orientale) fournissent des indications sur les degrés divers de restauration réelle des lois du marché. Mais il est intéressant de souligner des problèmes similaires de restructuration et la profonde faiblesse du système bancaire derrière les 'privatisations de masse' dans les pays les 'plus avancés' dans le processus de transition au capitalisme comme la République Tchèque. Une analyse publiée par la Banque Paribas indique que '... l'image idyllique d'une transition réussie masque néanmoins un certain nombre de problèmes structurels clés, qui ont à voir avec le retard de la restructuration des entreprises et la faiblesse du système bancaire ... Partant d'un secteur privé virtuellement inexistant, le processus de privatisation lancé en 1991 a augmenté la part du secteur privé dans le PNB de 4% en 1990 à presque 70% aujourd'hui ... Mais souvent seule la partie formelle du processus a été réalisée [la "grande privatisation", qui en deux vagues permet aux citoyens tchèques de devenir détenteurs d'actions]. Un fois les actions réparties entre les fonds d'investissement, ces mêmes fonds ne parviennent souvent pas à exercer un quelconque contrôle effectif sur ces entreprises. En même temps, les grandes banques d'État, qui gèrent souvent ces fonds d'investissement (à travers lesquelles elles contrôlent près de 70% des actions émises) se trouvent elles-mêmes dans la position simultanée d'actionnaires et de créateurs des entreprises privatisées, ce qui explique le petit nombre de faillites. En plus, la réforme économique n'a souvent pas été réalisée. De nombreuses entreprises n'ont pas véritablement débuté le processus de restructuration. En même temps, les contrats de privatisation comprennent souvent des clauses "anti-licenciement" ... Le secteur bancaire se situe, comme par hasard, là où les traces de la planification économique sont toujours les plus visibles : des prêts douteux sont massivement présents dans leurs bilans financiers ...' [16]

L'inégalité de développement de la discipline du marché résulte des différences dans les anciennes structures de l'économie, dans le rôle de la petite production marchande, dans la taille des usines, dans les positions des différentes industries dans la compétition de marché, etc. ... La distinction méthodologique utilisée par Mandel pour expliquer que l'existence de 'catégories marchandes' comme le salaire ou les prix n'étaient pas la preuve que les lois du marché fonctionnaient, est toujours utile pour analyser le degré inégal de restauration capitaliste.

La formule des 'États Ouvriers Bureaucratisés' répond aux principales 'critiques' qui avaient été faites du vieux système par les partisans du processus restaurationniste :

'Trop de protection', 'privilèges des travailleurs', 'égalitarisme', 'paresse des ouvriers'. Ceci a à voir avec l'abolition de la discipline de marché, les limites des formes bureaucratiques d'exploitation, la spécificité de la domination bureaucratique au nom des travailleurs mais à leurs dépens; une structure des salaires plus favorables aux mineurs qu'aux médecins, le contrôle des travailleurs sur les rythmes de travail — mais aussi avec l'absence complète de responsabilité, l'aliénation, etc. ...

La population et spécialement les ouvriers ont toujours réagi fortement contre les 'privatisations nomenklaturistes', qu'ils considéraient comme un vol, comme une appropriation illégale. Ils n'ont jamais considéré les bureaucrates comme les propriétaires. L'État même n'était pas non plus considéré comme le propriétaire. La propriété était supposée être (et considérée comme) 'sociale'. Un des buts des 'privatisations de masse' a été de répondre à l'exigence populaire de justice dans la privatisation de la propriété sociale. Comment pouvez-vous expliquer et comprendre, si les bureaucrates étaient les véritables 'propriétaires collectifs', qu'il n'existait ni actions, ni titre de propriété que les bureaucrates puissent transmettre à leurs enfants. C'est d'ailleurs pourquoi ils veulent les privatisations.

Les théories libérales du 'droit de propriété' confirment ce que Mandel a expliqué à propos de la rationalité des comportements des bureaucrates, liée à l'absence de droits réels de propriété (contrôle, héritage, etc. ...). La conclusion néo-libérale est qu'il faut privatiser. On peut conclure au contraire sur la nécessité d'une socialisation effective, c'est-à-dire d'un réel contrôle social. Mais le diagnostic reste identique : puisque les bureaucrates n'étaient pas les propriétaires réels (ils n'avaient aucun droit à l'accumulation privée, aucune liberté en matière de recrutement et de renvoi des travailleurs, aucun droit d'acheter ou de fermer une usine), ils n'avaient aucun intérêt à une production efficace. Leur unique intérêt consistait à obtenir un meilleur accès aux produits et services rares — selon une logique 'consumentiste'.

Mais il y eut aussi des points faibles dans l'argumentaire de Mandel, et une erreur de pronostic qui requiert une explication.

Parce qu'il voulait éviter de fournir des arguments à une approche de la bureaucratie comme classe, Mandel refusa souvent de reconnaître que les bureaucrates possédaient des privilèges (des formes spécifiques d'appropriation privée d'une partie du surplus) liés à leurs position dans les rapports de production. En fait, il existait un lien spécifique entre leur fonction dans la sphère productive et leurs privilèges. C'était une forme partielle, incomplète et incertaine de propriété (et de contrôle), dans un contexte de formes non-marchandes de contrôle sur la réalisation du plan.

Les bureaucrates ne pouvaient pas investir les profits. C'est pourquoi leur revenu prenait la forme de salaires et d'un accès à des biens particuliers, des 'magasins spéciaux', des appartements, des voyages etc. ... Mais ces privilèges matériels étaient, bien sûr, liés à leur fonction dans le processus productif. Cette fonction n'était pas capitaliste mais elle existait néanmoins. Ils pouvaient protéger et améliorer leur position et privilèges s'ils réalisaient les objectifs du plan (ou les dépassaient) — dans le calme social. Car leur nomination (et promotion) dépendait de critères politiques. Les bureaucrates n'avaient pas de propriété légale et dirigeaient au nom des travailleurs, c'est pourquoi ils avaient davantage peur de troubles ouvriers (malgré l'absence du moindre droit à l'auto-organisation) que n'importe quel bourgeois face à de véritables syndicats. S'ils étaient considérés comme responsables des troubles, ils pouvaient être simplement renvoyés et perdre tout en un seule journée ! C'est pourquoi, même sans aucun droit de grève, l'agitation ouvrière et les menaces de grèves étaient si efficaces. [17]

L'obsession des bureaucrates restait la réalisation formelle du plan — d'où leur négociation pour obtenir autant de ressources que possible (notamment pour maintenir l'effectif de travailleurs nécessaire au plan), pour minimiser les objectifs officiels, pour camoufler les

ressources dont ils pourraient avoir besoin (et ne pourraient acheter) pour le processus de production, etc. ...

Bettelheim (comme d'autres partisans de la théorie 'capitaliste d'État') eut raison de souligner le 'pouvoir de négociation' (marchandage) croissant que les managers locaux (ou de branche et de régions) gagnèrent dans le processus de planification. Cela ne signifie pas qu'ils constituaient des unités 'indépendantes' de production liées par un marché, c'est-à-dire par des règles et des contraintes de marché (Mandel avait là raison). Mais cela signifiait par contre des écarts croissants entre ce qui était planifié et ce qui était produit, avec des coûts et des pertes croissants.

Dire dans ce cas que tout ce qui était planifié était 'directement reconnu comme un travail social', comme Mandel l'avancait, était tout à la fois correct et insuffisant. Correct, parce que il n'y avait pas de faillites, pas d'ajustement automatique des prix liés aux pertes, agissant comme une détermination ex post de la quantité de 'travail privé' considérée comme 'socialement nécessaire'. Mais un système planifié a besoin en fait d'un équivalent de cette catégorie de 'travail socialement nécessaire'. [18] Cette catégorie équivalente n'existait pas en Union Soviétique.

Mais surtout, l'appréciation que portait Mandel sur les résistances à la restauration capitaliste de la part de secteurs clés de la bureaucratie fut adéquate pour rendre compte de ce qui se passa dans le passé, jusqu'aux années 1970. La consolidation stalinienne, en premier, puis les changements et les réformes du mode de domination de la bureaucratie s'établirent sur la base d'un système non-capitaliste. L'usage partiel du marché, des privatisations partielles étaient toujours subordonnées à des rapports de production non-capitalistes. La logique des premières réformes bureaucratiques (depuis la collectivisation forcée de Staline jusqu'aux réformes de Gorbatchev, au moins jusqu'au début du règne de Gorbatchev) fut d'essayer d'améliorer l'efficacité du système et non de le changer - à la différence d'aujourd'hui. Il s'agissait de réformes bureaucratiques : elles employaient des mécanismes partiels de marché mais non la démocratie. Cette inconsistance a toujours engendré des différenciations au sein de la bureaucratie. Tout ceci avait été analysé par Mandel.

Mais cela n'était pas suffisant pour percevoir le tournant. Dans le processus en cours de restauration, des secteurs dirigeants de la nomenklatura ont directement agi en faveur des privatisations pour leurs propres intérêts - et aucun secteur significatif de l'ancien appareil ne s'est réellement opposé au processus restaurationniste. La différenciation peut se produire entre une bourgeoisie 'compradore' et une bourgeoisie nationale ; des stratégies de capitalisme d'État peuvent s'opposer à des thérapies de privatisations systématiques immédiates ; des conflits peuvent surgir entre ceux qui sont plus ou moins opposés à la domination étrangère, etc. Les difficultés sont réelles. J'y reviendrai plus tard. Mais s'il existe une lutte triangulaire, sa base a changé... Le côté bourgeois a été consolidé et élargi aux dépens du côté bureaucratique, qui a, surtout, perdu sa cohérence. Le côté ouvrier du triangle est le plus faible tout au long du processus (je discuterai des causes de cette faiblesse dans la section 3).

2) Le débat sur la 'nouvelle classe'

L'approche que Mandel avait de 'l'État Ouvrier Bureaucratisé' (EOB) permettait de comprendre qu'aucune réforme n'avait stabilisé la domination de la bureaucratie. Cette

domination spécifique, au nom des travailleurs (mais sur leur dos), n'offrait pas à la bureaucratie une position indépendante dans les rapports de production, via une propriété réelle. La bureaucratie était incapable de lancer une offensive de classe sur la base de ces rapports de production hybrides. Si une nouvelle classe existait, elle était donc en tout cas historiquement très jeune (si elle était née après la révolution) et très fragile : alors que l'approche 'capitaliste d'État' ne permet pas de saisir le tournant vers le capitalisme, la théorie de la 'nouvelle classe' doit quant à elle expliquer pourquoi des secteurs-clé de la nomenklatura ont voulu se transformer en bourgeoisie. De ce point de vue, la formule EOB est plus adéquate que les deux autres approches proposées.

Mais si Mandel avait raison de dire que l'abolition du régime capitaliste dans les usines et l'économie avaient rendu possibles des gains sociaux pour les travailleurs (qui faisaient partie du programme d'une révolution prolétarienne), ceci n'épuisait pas le débat.

La présentation faite par Mandel de la formule EOB comportait deux distorsions qui sont étroitement liées. D'un côté, il présentait tous les gains comme 'les résultats à long terme de la révolution d'Octobre' (alors qu'un certain nombre d'entre eux furent introduits par Staline, Khrouchtchev et les autres...) . De l'autre, il a sous-estimé les limites de ces gains (précisément en raison du contexte bureaucratique de leur introduction) : plein mais mauvais emploi, gratuité des services mais de qualité de plus en plus désastreuse, avancées en terme d'éducation et de qualification, mais sans aucune liberté de pensée, etc. ...

Les conséquences de classe pour les 'sociétés de transition' d'une bureaucratisation cristallisée furent un réel blocage de leur transformation socialiste. Si Mandel avait sérieusement utilisé son propre critère de la théorie marxiste de l'État (la défense des intérêts historiques d'une classe), il aurait dû souligner un contenu dominant anti-ouvrier de l'État soviétique, ayant des conséquences majeures: l'affaiblissement des capacités ouvrières à résister à la restauration capitaliste parallèlement à des facteurs favorisant un tournant bureaucratique vers le capitalisme. Cette réalité explique pourquoi, lorsqu'il dut clarifier le contenu de ce que devrait être une 'révolution politique', Mandel décrivit en fait (comme je le cite dans l'introduction) une nouvelle phase d'une révolution socialiste et non pas uniquement les 'dimensions sociales' d'une révolution politique. Cela était conséquent avec l'ensemble de son analyse globale du sens historique et des limites de la révolution d'Octobre comme premier pas dans la réalisation de l'ensemble des tâches de la révolution permanente. Il était vrai que la domination capitaliste n'avait pas été rétablie. Mais empêcher le retour du capitalisme était seulement une des fonctions de la révolution socialiste prolétarienne. Les autres tâches avaient été bloquées par la cristallisation bureaucratique. Une révolution sociale était à nouveau nécessaire. [19]

Finalement, il faut souligner qu'il y avait (au moins en Union Soviétique) une réelle tendance sociologique à l'auto-reproduction de la bureaucratie. La mobilité ascendante d'ouvriers vers l'appareil tendit à s'arrêter sous le règne fortement conservateur de Brejnev. De manière croissante, les enfants de bureaucrates avaient de bien meilleures chances de devenir bureaucrates que les autres ; il en allait de même pour l'accès à l'université. C'est dire qu'il existait une tendance de la bureaucratie à s'auto-stabiliser comme classe, même si elle n'y parvint pas.

3) Raisons d'un tournant historique : changements dans la 'lutte triangulaire'

Mandel ne tira pas les conclusions de ses propres analyses : l'incapacité de la bureaucratie à concilier ses propres intérêts matériels avec une quelconque efficacité du plan ou de briser la passivité croissante des ouvriers. Les comportements et les choix bureaucratiques (en faveur d'une forme non-capitaliste de domination ou au contraire pour les privatisations capitalistes) n'eurent évidemment rien à voir avec l'idéologie : ils furent pragmatiques. La crise de l'EOB et de ses dirigeants bureaucratiques doit être comprise historiquement, et non pas à partir d'une 'nature' supposée immuable de la bureaucratie. Il faut analyser les changements concrets de conditions historiques dans lesquelles cette bureaucratie essaya de maintenir ses privilèges : elle a pu le faire sur des bases non capitalistes pendant toute une phase historique ; puis dans un contexte de crise, ses intérêts matériels la pousseront à se tourner vers une autre logique économique.

Jusqu'au milieu des années 1970, l'écart entre les sociétés de transition et les sociétés capitalistes avancées diminua. Après, il va au contraire s'approfondir. Cette deuxième période recouvre l'incapacité du système à passer de formes extensive à des formes intensives de production. Le bureaucratisme était devenu un obstacle absolu à la poursuite du développement des forces productives... L'accroissement des importations en Europe orientale dans les années 1970 (avec l'appui soviétique) prit le relais des réformes, se heurtant au même conservatisme. Il conduisit à une crise de la dette dans les années 1980.

Alors que le système capitaliste avait été en mesure de lancer une forte offensive néo-libérale contre les travailleurs en s'appuyant sur une révolution technologique radicale, le conservatisme bureaucratique fut incapable d'imposer une plus grande 'discipline' aux ouvriers ou même de maintenir les gains sociaux, encore moins d'opérer une quelconque révolution technologique. Le fossé avec les pays capitalistes développés augmenta de nouveau. Les pressions extérieures augmentèrent encore grâce à la course aux armements, aux taux d'intérêts réels élevés dans la décennie 80, l'intervention directe et visible du F.M.I. dans les pays endettés, etc. ... L'offensive idéologique contre toute forme d'État providence eut un impact décisif sur l'intelligentsia soviétique et est-européenne. Plusieurs facteurs l'expliquent : 1) l'échec des réformes successives ; 2) la répression des mouvements et des militants socialistes indépendants ; 3) un système de stimulants monétaires qui était bien plus favorable aux couches moyennes dans une société capitaliste que dans une société de type soviétique.

Les bureaucraties des sociétés de transition avaient pu stabiliser leur propres privilèges sur la base d'un système non-capitaliste de production uniquement dans les conditions d'une croissance économique...

L'absence de révolution ouvrière anti-bureaucratique

Bien que Mandel ait à juste titre souligné le poids croissant des travailleurs dans la société, il avait tendance à tirer de ces aspects descriptifs " objectifs ", des conclusions hâtives quant à la capacité des travailleurs à jouer un rôle indépendant à la fois contre la bureaucratie et contre le processus de restauration. Même au niveau 'objectif', il n'accorda pas assez d'attention aux caractéristiques des rapports de production spécifiques analysés.

Ce défaut fut favorisé par une tendance à extrapoler ce qui avait été effectivement la

dynamique des luttes ouvrières dans le passé : 1956 en Hongrie et en Pologne en étaient des symboles. Ces révoltes avaient indiqué combien la logique spontanée des travailleurs, en dépit d'un manque total de droits ou d'organisations indépendantes, pouvait être de construire des conseils ouvriers. L'auto-organisation ouvrière, la confiance en soi, les revendications allant dans le sens d'une effective propriété sociale des usines étaient en partie stimulées par l'idéologie du système et par ses relations de production : les bureaucrates n'étaient pas perçus comme des propriétaires légitimes puisqu'ils régnaient au nom des travailleurs. La répression sous toutes ses formes – et la passivité ouvrière – perpétuaient la domination bureaucratique. Mais en période de crise, lorsque des failles apparaissaient ouvertement dans l'appareil du parti, les exigences ouvrières pouvaient soudainement s'accroître. Mandel avait raison de souligner les facteurs qui conféraient une force croissante aux travailleurs : les gigantesques concentration d'ouvriers, la progression des niveaux de qualification et d'éducation, et les exigences accrues une fois les besoins élémentaires satisfaits. Dans toutes cette phase historique, la dynamique des luttes n'avait pas été la restauration du capitalisme, en dépit des justifications officielles pour l'envoi de chars soviétiques. Il s'agissait plutôt du contrôle social des usines. Mandel surestima sans doute cette dynamique. Il n'en demeure pas moins que l'auto-organisation avait été une réalité dans les crises de 1956. Mais elle fut brisée par les tanks soviétiques ou par les bureaucrates, avec un effet certain. Cet effet ne fut probablement pas suffisamment pris en considération par les analyses trop optimistes de Mandel — ou les nôtres

Cet optimisme devait même être renforcé par le mouvement Solidarnosc en Pologne, qui représenta pourtant un véritable tournant. Il est vrai qu'il y eut tout d'abord une très impressionnante mobilisation de la classe ouvrière. Mais Mandel accepta une image trop " rose ", sous-estimant les faiblesses subjectives et les conflits internes dans le mouvement (entre le courant autogestionnaire et le courant syndicaliste, entre les experts favorables au libéralisme marchand et les expert socialistes). Les privatisations n'étaient certes pas le programme de Solidarnosc. La question du marché était cependant, de façon significative, très confuse. Le marché était-il favorable aux travailleurs ? A l'autogestion ? Ou au contraire un instrument de division et de fragmentation de la classe ouvrière, comme cela avait été précédemment le cas dans l'ex-Yougoslavie ?

De toutes façons, la répression fut une fois de plus destructive pour le principal aspect positif de l'expérience de Solidarnosc : une massive auto-organisation. La Pologne avaient été l'unique cas d'accumulation d'une expérience de luttes de masse de la classe ouvrière.

Synthétiquement, disons que Mandel sous-estima plusieurs aspects de la situation des travailleurs et leurs effets subjectifs, spécialement en Union Soviétique, face à la crise :

Le rôle des grandes entreprises comme forme de socialisation de la vie quotidienne des travailleurs : les alliances conflictuelles établies à ce niveau entre ouvriers et directeurs contre le 'centre', eurent d'importantes conséquences sur la conscience ouvrière et l'atomisation des résistances.

Le manque d'expérience accumulée de luttes ouvrières indépendantes – non seulement en raison de la répression directe mais précisément parce que la principale forme de résistance ouvrière dans le système fut le contrôle des rythmes de travail, la sécurité de l'emploi au niveau de l'usine. (La Pologne connut une situation différente : d'une part parce qu'il y eut accumulation d'expériences ouvrières sans répression comparable à ce que connut la Hongrie ou la Tchécoslovaquie ; d'autre part, et dans ce contexte, la réforme des prix introduite en 1979 par la " main visible " du parti, unifia soudainement la classe ouvrière contre ceux qui, au centre, étaient responsables d'une brutale détérioration du

Le rejet des pouvoirs centraux bureaucratiques impliquait une certaine attirance des travailleurs pour le marché et les formes de privatisation collective au niveau des entreprises...

La crise elle-même allait augmenter la difficulté des luttes collectives : comment lutter contre l'inflation, un chômage croissant, des situations de plus en plus différenciées selon les régions, les branches d'industries ou les usines ? Ou trouver le temps et les moyens de s'organiser collectivement quand on se retrouve souvent obligé d'occuper deux voire trois emplois pour obtenir un revenu correct ?.

L'illusion qu'il n'y avait rien à perdre des privatisations et du marché (les gains sociaux liés aux formes non-capitalistes de production s'étaient considérablement détériorés dans les années 1970 et 1980): ceci encouragea une attitude passive envers les nouvelles politiques sociales. Le marché et les privatisations étaient supposées, selon la propagande néolibérale, apporter efficacité et liberté, et non chômage et pauvreté – lorsque l'expérience en fut faite, il était déjà trop tard.

Il faut ajouter l'impact d'un contexte international marqué d'une part par la crise ou l'échec de toutes les expériences révolutionnaires et d'autre part par l'offensive libérale contre les acquis sociaux.

Finalement, une 'difficulté subjective' fut sous-estimée (probablement liée à certains débats sur le socialisme) : même la résistance de la classe ouvrière aux différentes formes d'exploitation ne donne pas en elle même la capacité d'organiser le processus de production et de distribution. La démocratie directe ne donne pas réponse à tout... Une alternative socio-économique est un système complexe qui doit être inventé. Les travailleurs ont besoin (et sentent qu'ils ont besoin) de bien plus qu'une avant garde politique radicale afin d'être capables de résister à l'environnement capitaliste et à participer à un autre mode de production...

4) La contre-révolution 'en douceur'

L'argument de Mandel selon lequel une restauration capitaliste nécessitait de briser l'État existant était exact. L'appareil répressif devait être, plus ou moins, purgé. Le parti en tant qu'instrument clé de la domination étatique devait être brisé comme État-parti unique. Le cadre légal du système et de l'ensemble des institutions économiques devaient également être changés. Et il y a souvent eu des 'chasses aux sorcières', les nouveaux gouvernements libéraux s'efforçant de trouver de nouvelles forces pour leurs appareils.

Mais tout ceci se déroula ... sans véritable contre-révolution violente.

Il existe plusieurs raisons à cela :

A cause des facteurs évoqués plus haut (la crise du système de domination bureaucratique une fois que la croissance économique s'interrompt), des parties substantielles de la bureaucratie étaient prêtes à stabiliser leurs privilèges au travers de privatisations à leur propre bénéfice, ou plus généralement disposées à servir la cause de la restauration capitaliste. Le système du parti unique recouvrait une composition hétérogène de la bureaucratie. La nomenklatura était seulement une partie de celle-ci : la carte de membre

était une précondition décisive pour une ascension sociale et une carrière. De nombreux 'ex-nomenklaturistes' retournèrent leurs vestes avec une énorme facilité. Le capital extérieur prêt à payer pour trouver des relais, et les institutions internationales bourgeoises qui exerçaient des pressions sur le système, aidèrent à donner une crédibilité à une telle stratégie.

Pour des causes analysées plus haut, les travailleurs ne se trouvèrent pas en mesure de résister à ce processus, qui se présenta au niveau idéologique (propagandiste) comme anti-bureaucratique, promettant liberté et efficacité. Le marché et les privatisations étaient des abstractions. La résistance fut éclatée, concentrée au niveau des usines.

Et pourtant, le processus restaurationniste manque de base sociale. Ceci illustre d'une manière très spécifique certaines des vues de Mandel sur la nature de ces sociétés.

Le scénario général a été le suivant (à partir de l'éclatement du parti unique et des élections pluralistes): 1) dans la sphère gouvernementale le programme défendu n'est plus de réformer mais de 'changer de système'; 2) les nouveaux gouvernements initient la transformation des institutions d'État, de la législation et de l'appareil répressif, avec l'objectif de 3) changer la logique socio-économique : abolir la planification, réformer les prix, privatiser... L'ensemble s'effectue sous pression internationale du F.M.I. (s'appuyant sur la dette extérieure croissante de la plupart des pays concernés).

Pourquoi donc la faiblesse de la base sociale de ce processus ?

Du côté des travailleurs : le développement du règne du marché a signifié la régression sociale. Quand ils l'ont découvert il était déjà trop tard. Ceci ne rendit guère populaires ceux " d'en haut " qui avaient soutenu cette orientation en mentant sur ses effets.

Quant aux bureaucrates : on a vu qu'ils n'avaient pas d'objection à la restauration capitaliste si elle les aidait à stabiliser leur propre pouvoir ou position sociale. Mais il ne suffit pas d'être prêt à se transformer en bourgeois pour être effectivement capable de le faire, et ce pour plusieurs raisons :

Les bureaucrates (à l'exception de quelques maffieux) ne pouvaient réaliser dans l'ancien système une véritable 'accumulation primitive de capital'. Cette phase-là est en cours, grâce aux changements introduits dans les fonctions de la monnaie (possibilité d'investir et de spéculer). Cependant, il demeure un manque général de capital en comparaison de ce qui doit être privatisé : des milliers d'usines dans chaque pays, souvent gigantesques, qui, pris dans leur ensemble, représentent généralement la majorité du PNB et de la force de travail. On a évalué que le niveau de l'épargne existant dans chacun des pays était de l'ordre de 10 à 20% de la valeur des usines à privatiser (au plus bas niveau de prix). Et encore, le fait que les gens disposent d'une épargne ne signifie pas qu'ils soient nécessairement prêts à l'investir dans des usines en crise. C'est pourquoi, en dépit de l'aspiration des bureaucrates à devenir des bourgeois, la transition manque de capital et de réelle bourgeoisie (exception faite des cas où celle-ci existait déjà avec son capital, comme en Allemagne de l'Ouest ou dans la diaspora chinoise).

Les bureaucrates ont su trouver différentes façons de se 'vendre' les usines qu'ils géraient, à bas prix. Mais ceci n'est ni populaire ni stable. Mais surtout, même une telle 'privatisation nomenklaturiste' n'apporte pas aux bureaucrates les moyens (argent et légitimité et donc force) de transformer, restructurer et moderniser leurs usines afin de devenir compétitif. Autrement dit, la restauration capitaliste ne signifie pas stabilité et sécurité sociale pour

tous les bureaucrates. Sous les pures conditions du marché, la plupart des usines devraient fermer. Les bureaucrates résistent donc pragmatiquement aux privatisations face à de mauvaises conditions de marché.

Certes, certains sont prêts à devenir des 'bourgeois compradores'. Mais le capital étranger ne se précipite pas. Si 150 milliards de dollar par an ont été transférés chaque année par l'Allemagne dans ses nouveaux Länder, en 1995 le stock cumulé d'investissements étrangers investis dans l'ensemble de l'Europe orientale et centrale est de l'ordre de 20 milliards seulement — la moitié étant allé en Hongrie — et quelques 2 milliards en Russie. Les crédits existent, mais sans aucune comparaison avec un Plan Marshall. De nombreux bureaucrates peuvent vendre leurs savoir (en particulier leur connaissance du système). Mais ceci ne fournit pas un emploi à tous.

Changer la logique socio-économique est donc le plus difficile.

Les privatisations de masses furent une façon de surmonter le manque d'argent et l'impopularité des privatisations nomenklaturistes — jusqu'à un certain point. Cela permettait de changer le statut juridique des usines et de légitimer les privatisations en donnant à chacun des 'titres' : 'une part de la propriété sociale' sous la forme d'un "coupon" doté d'une valeur nominale, avec lequel les gens pouvaient acheter des actions. Mais dans la République Tchèque, par exemple — pays le 'plus avancé' dans la transition — les privatisations par coupons n'ont pas jusqu'à présent été accompagnées de la restructuration des usines. La loi sur les faillites n'a pas été appliquée. D'énormes prêts interentreprises, de sérieuses dettes, ont déstabilisé le système bancaire. Il n'existe pas clairement de 'propriétaires' des usines privatisées (sauf, derrière les entreprises, les banques, et derrière les banques, l'État...).

De façon générale, même la concentration des actions entre les mains d'une banque ou d'un manager d'une grande usine ne donne pas à ce derniers la force de les restructurer. Ceci signifierait souvent encore pour des milliers de travailleurs. non seulement la perte d'un emploi mais aussi d'un logement, d'une crèche, d'une centre de santé etc. ...

L'État supposé imposer la discipline de marché, n'a pas le pouvoir de le faire en Russie, confronté notamment aux résistances des managers - s'appuyant à leur tour sur les risques d'explosion sociale. Cela ne signifie pas que les managers soient contre la restauration capitaliste en tant que telle. Ils sont seulement contre son application à leurs dépendants. Ils marchandent donc avec l'État pour protéger l'industrie qu'ils dirigent — tout en accroissant leur pouvoir pour l'avenir. Derrière les vieilles formes de comportement et de curieuses alliances, un nouveau et véritable 'capitalisme d'État' pourrait se développer. Sous la pression réelle du marché mondial, un véritable État bourgeois a commencé à changer le rôle de la monnaie et du secteur privé, et exerce ses pressions sur le secteur public pour qu'il se restructure...

Il y a en fait une dissymétrie entre la contre-révolution stalinienne et la restauration capitaliste - et elle explique les difficultés de cette dernière en dépit de tous les facteurs qui existent en sa faveur : la suppression radicale par le stalinisme du secteur privé et de toute règle de marché s'accompagna d'une vaste mobilité sociale ascendante. Le système trouva ainsi une base populaire, malgré la répression sanglante et les coûts politiques et sociaux de son règne. Le processus restaurationniste a besoin d'améliorer la position sociale d'au moins d'une frange significative de la population afin de se stabiliser. Ceci n'a pas encore été fait à ce jour (au contraire).

C'est pourquoi, pour l'instant, la transition reste synonyme d'instabilité gouvernementale, avec une multitude de partis politiques sans majorité parlementaire stable, une hausse du taux d'abstention, etc. Les difficultés ne sont pas les mêmes partout, la Pologne n'est pas comme la Roumanie, la Hongrie comme la Russie. Mais les désillusions politiques s'expriment y compris dans les élections des pays les 'plus avancés' dans la transition.

Les règles du marché ne se sont pas encore complètement imposées. Le capital a besoin d'argent ainsi que d'un système financier et de crédit. Cela reste le point le plus faible de la restauration capitaliste qui n'est pas enracinée dans une accumulation primitive capitaliste organique.

Cette difficulté n'est toutefois pas suffisante pour créer une alternative socialiste. Au contraire, la faiblesse internationale d'une telle alternative favorise la persistance de la dynamique restaurationniste.

1.5 A nouveau sur la nature sociale de l'État dans la société de transition

Mandel n'avait peut-être pas raison de parler d'une théorie marxiste générale de l'État. De toutes façons, une telle théorie n'existe pas sur l'État dans les sociétés de transition. Mandel introduisit par contre de façon fort convaincante l'idée que la société de transition possède des 'rapports de production' spécifiques bien qu'elle ne soit pas (par définition) un 'mode de production' stable. Ces rapports de production recouvrent des formes extrêmement hybrides de propriété et de conflits de classes, sans la domination stable d'une classe. La spécificité de la révolution prolétarienne est là : le prolétariat (et ses alliés paysans) ne sont pas des classes dominantes avant le changement de pouvoir...

La théorie de la révolution permanente — c'est-à-dire les tâches de la transformation socialiste après la prise du pouvoir — peut être un cadre adéquat pour développer une théorie de l'État dans une société en transition vers le socialisme — comprenant aussi les risques de restauration et de cristallisation bureaucratique.

Dans un tel cadre, il est nécessaire d'analyser le contenu de classe contradictoire de 'l'État en transition'. Le seul fait 'certain' est que la bourgeoisie n'est plus dominante, car si elle l'était, ou si elle le redevenait, la société ne serait plus 'en transition'.

Mais des 'aspects bourgeois' de l'État de transition existent bien. Trotsky souligne certains d'entre eux (qu'on devrait discuter) : selon lui, relèvent d'un État 'bourgeois' l'existence-même d'un appareil d'État séparé, et le droit égalitaire 'formel'. En outre, dans la transition, l'État devra protéger certaines formes de propriété privée, etc..

Nous pouvons aussi analyser la tendance de l'État à la bureaucratisation (on peut analyser ce processus dans la gestion de la propriété, dans le fonctionnement des partis ouvriers, dans la planification, dans les institutions, etc.).

On peut enfin associer la dynamique de transformation socialiste à la 'dimension prolétarienne' de l'État. Celle-ci se confronte aux tendances bourgeoises et bureaucratiques anti-ouvrières, susceptibles, si elles dominent de bloquer la dynamique socialiste. Quels sont donc les critères qui permettraient de cerner la " nature prolétarienne " de l'État ? L'approche de Mandel est centrée sur les tâches anti-capitalistes (nationalisations et abolition du rôle dominant du profit). Mais cela n'est pas tout. Le but (l'efficacité) du processus de transformation dépend d'une effective socialisation de la propriété, donc du contrôle social de l'appropriation des richesses, du dépérissement de

l'État et des classes (recouvrant également la lutte contre toutes les formes d'oppression, etc....)

Toutes ces transformations, tous ces objectifs (dont je ne discute pas ici des moyens) sont des tâches de la " révolution permanente " : ils expriment la fonction historique de la transition du point de vue de la révolution socialiste. Tout accomplissement de ces tâches représente une consolidation de la dimension prolétarienne de l'État (dans le sens que nous lui avons donné) — consolidation paradoxale, puisqu'elle doit signifier pour réussir le dépérissement du prolétariat et des classes, et le dépérissement de l'État (par le développement des formes de démocratie directe)...

Ces transformations (les conflits de logiques sociales de la transition) peuvent être analysées au niveau gouvernemental (nature des partis politiques au pouvoir et leurs programmes), au niveau des institutions étatiques (dépérissement de l'État au travers de l'auto-organisation et de l'auto-administration); au niveau des rapports sociaux de production, au niveau de la socialisation de la propriété (développement d'un véritable contrôle social sous quelque forme que ce soit), etc....

Des avancées, des reculs, des logiques de classe contradictoires peuvent exister à tous les niveaux. Prendre le pouvoir peut donner naissance à un État dont les dimensions prolétariennes sont très fragiles si le potentiel nécessaire pour des transformations socio-économiques et culturelles est faible. Mais il devient un État transitoire aussitôt qu'il combat clairement la domination bourgeoise. De même, si les partis bourgeois qui étaient au gouvernement sur la base d'un compromis au sein d'un État transitoire dominant désormais et s'avèrent capables de changer le cadre institutionnel dans un sens restaurationniste, il s'agit déjà d'un État bourgeois. Mais il peut s'agir un État bourgeois fragile, s'il ne peut rapidement trouver une base sociale et ne peut imposer la domination du critère de profit.

Je pense que les États actuellement existants en Europe orientale sont plus ou moins de tels États bourgeois fragiles. Mais, ils sont fortement aidés par la force de la bourgeoisie internationale (quelles que soit ses difficultés) et la faiblesse du mouvement ouvrier.

II. Repenser et reformuler les débats sur le socialisme

Le terme 'socialisme' a été vidé de sa substance véritable. Mais les valeurs humaines et les besoins ne l'ont pas été. La 'globalisation' capitaliste en cours montre de manière encore plus claire ce qui est en jeu derrière ces 'ismes' que les gens n'aiment pas : la logique du profit (de plus en plus opposée à la satisfaction des besoins de base) ou la logique de satisfaction des besoins humains (qui se heurte à ceux du profit).

Pour des raisons pédagogiques, mais aussi avec un objectif de clarification, nous devons éviter les formules qui présentent des projets de société en terme de moyens et non de fins. Les finalités du projet socialiste peuvent être radicales et claires aujourd'hui (même s'il s'agit d'un projet ouvert). Les moyens (le 'modèle' d'organisation, la façon d'atteindre ces buts, le degré de nationalisation, le rôle et la forme du plan, le rôle de l'argent et du marché) peuvent et doivent être discutés en rapport avec les finalités, l'expérience et le contexte. [20]

La question doit être : comment les besoins peuvent-ils être satisfaits ? La réponse est plus complexe que ne l'avaient envisagée les marxistes. Mais Marx a laissé des fils conducteurs sophistiqués. Il a souligné que chaque société possède sa propre voie pour mesurer et organiser le 'temps' selon ses objectifs, afin que la production se réalise en conformité avec la totalité de ses besoins.

Conformément à l'approche classique du socialisme, Mandel met en avant deux caractéristiques pour caractériser cette société (comme distincte à la fois de la notion de 'transition au socialisme' et de 'communisme' : 1) un mode de distribution 'à chacun selon son travail', et 2) l'organisation directe de l'économie, conçue sur la base d'un dépérissement des catégories marchandes. Ces deux critères nécessitent débat.

Mandel développa son argumentation à propos de la seconde question (le rôle du marché et des catégories marchandes) d'une manière systématique dans la *New Left Review* en 1986-88, en opposition au livre d'Alec Nove « *The Economics of Feasible Socialism* ». [21] Je ne prétends pas ici donner une image systématique de cet important débat. Trois logiques dominantes s'y exprimèrent :

Nove développa un modèle de 'socialisme de marché', partant de son idée qu'aucune des remarques de Marx sur le socialisme ne sont utiles (pire encore, elles seraient utopistes et trompeuses) dans la construction d'un 'socialisme possible'. Nove prend comme point de départ pour ses propositions l'analyse des 'sociétés socialistes réellement existantes' et du capitalisme. Son modèle est pragmatique, avec un 'critère' minimal qui définit comme socialiste de fortes entraves à la propriété privée et un plan limité. Son régulateur est le marché.

Mandel défendit quant à lui un modèle radical de socialisme sans argent, dans une économie socialisée basée sur l'auto-organisation.

Diane Elson a proposé un modèle de socialisation du marché où les relations socialistes sont développées comme un moyen de contrôler et d'utiliser le marché .

En fait, Mandel plus tard modifia l'axe du débat — comme nous le verrons — dans un texte rédigé en 1990. Nous devons donc distinguer ces deux périodes.

Le 'mode de distribution socialiste'

Dans certaines discussions, [22] Mandel avait insisté sur le fait que la survivance de catégories marchandes dans la période de transition était organiquement liée à l'impossibilité d'organiser la distribution sur la base du slogan 'de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins', généralement présenté comme associé à l'abondance et donc au 'communisme'. Il a aussi souligné l'effet destructeur des stimulants monétaires basés sur la productivité individuelle. [23] Il était donc pour favoriser plutôt les stimulants matériels liés à des résultats collectifs et évitant toute hausse dans la distribution monétaire : la réduction du temps de travail, l'amélioration des conditions de travail, l'accroissement de la consommation sociale , etc. ...

On peut discuter plusieurs aspects à ce propos.

Premièrement, la 'définition' normative du mode de distribution dans la période de transition et dans le socialisme est tout sauf convaincante. La formule 'à chacun selon son

travail' n'est ni un dogme ni d'ailleurs précise. Comment 'mesurer' le travail : selon sa quantité ? sa qualité et ses résultats ? son niveau de qualification ?

En Union Soviétique et en Europe Orientale, en général, à la fois pour des raisons pratiques et idéologiques, une compensation était payée pour un travail manuel ingrat et difficile. Cela semble raisonnable d'un point de vue socialiste. Le slogan 'à chacun selon son travail' a été appliqué 'selon le niveau de responsabilité' (en fait selon la position bureaucratique) - cela on doit au contraire certainement le critiquer et exiger un strict plafond du salaire des bureaucrates. Dans les réformes de marché, la formule fut finalement interprétée 'selon le résultat du travail', celui-ci étant mesuré sur le marché par les ventes. Pour le même apport de travail, vous pouviez donc recevoir des salaires très différents, selon la position de votre usine ou industrie sur le marché. Ceci généra d'inacceptables inégalités et de nombreux conflits.

En outre, le critère de distribution selon les besoins, déconnecté du travail accompli, prit une importance grandissante dans de nombreuses sociétés capitalistes, tout comme sous Khrouchtchev en Union Soviétique et ailleurs. Il n'y a pas de raison d'y renoncer, mieux, de ne pas l'élargir.

Dans une lettre rarement citée, sur laquelle Roman Rosdolsky attira l'attention, Engels apporta un éclairage intéressant sur les idées de Marx à ce sujet. 'La question a été abordée de façon très "matérialiste" en opposition à une certaine phraséologie idéaliste sur la justice', dit Engels. 'Tout ce que l'on peut raisonnablement faire cependant est 1) essayer de découvrir la méthode de distribution à employer au départ; et 2) essayer de découvrir la tendance du développement général.' [24]. On est loin d'une vision normative du socialisme 'défini' comme une société où le mode de distribution est déjà déterminé.

Permettons nous d'exprimer une conclusion sous la forme d'un paradoxe : si l'avenir socialiste n'est pas présent dans la société immédiatement post-capitaliste, il n'y aura aucun avenir socialiste. La transformation socialiste (communiste) devrait être comprise (une fois de plus) comme un mouvement émancipateur global et non comme une société totalement distincte de la société de 'transition'.

Ainsi les besoins à satisfaire ne doivent pas 'obéir' à une logique déterministe et économiste. Ils doivent correspondre à des priorités qui permettent de consolider le soutien populaire donné au projet qu'on se donne.

Les moyens doivent être cohérents avec les fins.

" La diminution du temps de travail, la suppression des postes les plus pénibles, le dégagement d'un temps de formation, de gestion, de loisir, la domination par l'être humain des conditions de son existence, peuvent être des stimulants matériels autres que monétaires, comme le goût de la prise de décision...

On ne les a guère exploités alors même que l'autogestion les rends actuels. Ne doit-on pas prendre le but (transformer les rapports sociaux, élever la productivité pour réduire le travail) comme stimulant en réduisant ceux (monétaires) qui ont des effets désagrégeurs - sans que leurs règles soient respectées ni leurs vertus pleinement démontrées ? La réunification du travailleur et de son travail et la libre expression publique des besoins, le débat sur les stimulants eux-mêmes, aiderait à dépasser les solutions inadéquates aux problèmes posés. Une gestion démocratique de la distribution pourrait relier l'augmentation des revenus monétaires à la hausse de la productivité d'ensemble du

système (incitant par là-même à la généralisation de tous les progrès locaux et à l'association des plus " performant/e/s " avec les autres pour leur transmettre un savoir-faire).(…) Ce qui pose à nouveau la question de quel est l'espace où les producteurs/consommateurs, hommes et femmes, peuvent le mieux juger un tel résultat : celui, compartimenté et obscur de la valeur ? Ou bien plutôt celui de la chaîne entière du travail social et de sa valeur d'usage ? ". [25]

Cela soulève la question plus vaste de la régulation du système dans son ensemble.

Le rôle du marché : le débat Mandel/Nove

Dans le débat avec Nove dans la New Left Review, [26] Mandel commença sa démonstration en présentant comme 'l'objectif de la politique marxiste — le socialisme sans production marchande'. Comment devraient être alors mesurés la production et les coûts — le travail 'socialement nécessaire' — ? La réponse implicite de Mandel est que ceci peut être fait 'directement'. Cela signifierait l'organisation directe de la production et de la distribution en termes de valeurs d'usage ou de travail concret — c'est-à-dire sans monnaie ni prix.

Il est intéressant de noter quelle était l'idée de Trotsky sur une telle tentative de planification directe et globale de l'ensemble de la production et de la distribution ? Dans 'L'Économie soviétique en danger', il écrivit qu'il n'existe pas 'd'expert universel' capable de 'concevoir un plan économique exhaustif sans faute, à commencer par le nombre d'âcres de blé jusqu'au dernier bouton de veste' [27]. Ceci n'est pas un jugement à 'court-terme', liée à la pénurie relative ou au sous-développement des forces productives ; il ne s'agit pas non plus seulement de sa critique de la tentative stalinienne de planifier tout en détail, basée sur l'analyse des comportements bureaucratiques. Son jugement s'appuie sur l'impossibilité d'un tel projet et sur la nécessité pour une économie planifiée de réagir à l'expression de la demande sur le marché.

On peut même supposer que la complexité augmenterait davantage encore avec le développement. La socialisation de l'économie n'élimine pas non plus le besoin d'une mesure économique en terme de prix. [28] En fait, l'argument de Trotsky est renforcé par les plus récentes avancées de la science - notamment la théorie du chaos qui démontre que même si l'on connaît les lois du développement planifié, le résultat peut demeurer imprédictible.

Trotsky a aussi souligné à quel point la bureaucratie, en concentrant le pouvoir de décision, 'empêcha elle-même l'intervention de millions d'intéressés'. Ceci soulève un autre aspect du problème : la possibilité de choix alternatifs. Il opposa à l'éradication stalinienne du marché la conception d'un 'plan contrôlé et réalisé, pour une part considérable, par le marché'. Une 'unité monétaire solide' était pour lui indispensable pour éviter le chaos. Dans les conditions concrètes de la transition en Union Soviétique, Trotsky considérait que 'c'est seulement au travers de l'interaction de ces trois éléments - la planification étatique, le marché et la démocratie soviétique - qu'il était possible de donner une orientation correcte à l'économie de la période de transition' [29]

Mandel adopte une approche assez différente dans son débat avec Nove. L'exemple suivant montre à quel point il conçoit la démocratie directe comme un substitut du marché dans l'économie socialisée, et comme un mécanisme général permettant de résoudre la

moindre question – jusqu'à la couleur et le nombre de paires de chaussures que chaque personne peut se voir allouer.

“ Dans les usines produisant des biens de consommation, la détermination des produits s'opérerait en fonction de consultations antérieures entre les conseils ouvriers, et les conférences de consommateurs démocratiquement élues par la masse des citoyens. Différents modèles — par exemple, différentes formes de chaussures — leur seraient soumis, que les consommateurs testeraient, critiqueraient et remplaceraient par d'autres. Des salles de présentation, des prospectus de publicité seraient les principaux instruments de ce type de test. Ce dernier pourrait jouer le rôle d'un “référendum” — un consommateur, ayant le droit de recevoir six paires de chaussures par an, choisirait six modèles sur le prospectus parmi cent ou deux cents options' [30].

Ce type de procédure est supposée déterminer les relations de production et de la distribution entre les usines, d'une part et d'autre part entre usines et consommateurs dans le secteur socialisé : “ l'échange de marchandise en monnaie serait essentiellement limité aux relations entre les secteurs privés et coopératifs d'une part, et d'autre part entre les consommateurs individuels et le secteur socialisé' [31].

Même si l'on accepte les arguments de Mandel sur le gâchis considérable qui règne dans les actuelles boutiques capitalistes, sur le fait aussi que personne ne doit décider de tout et qu'il y a un nombre substantiel de produits pour lesquels les quantités et les normes de qualités peuvent être planifiées à l'avance, il reste qu'une vaste proportion de notre temps quotidien se déroulerait dans des réunions au lieu de faire les courses, de consulter un catalogue ou un ordinateur.

L'argument n'est pas convaincant :

Le pire est qu'il affaiblit la défense fondamentale et convaincante de Mandel concernant le besoin de démocratie directe. De trop nombreuses réunions et votes sur des détails tuerait la participation aux décisions collectives réellement nécessaires sur des choix clés.

Le recours à l'argent et à des relations d'achat/vente peut être mis au service de l'efficacité du plan. Il peut être un outil utilisé pour son élaboration, sa réalisation, un moyen de vérifier s'il satisfait bien les besoins des consommateurs ou des entreprises socialisés ayant besoin de biens semi-finis pour leur propre production. Cela laisserait ouverte la possibilité de choisir un autre fournisseur si l'on n'est pas satisfait.

Il est vrai par contre (comme on le voit déjà à l'oeuvre dans les usines capitalistes existantes) qu'existe une énorme possibilité d'utiliser des nouvelles technologies et des ordinateurs pour adapter la production aux commandes directes, réduisant ainsi les stocks. De nombreux choix pourraient être ainsi faits à domicile (comme c'est souvent fait au travers de catalogues qui peuvent être informatisés avec des ébauches individuelles). Il est également déjà possible de payer par ordinateur — mais ceci reste un paiement.

Il est aussi vrai que les ordinateurs peuvent aussi augmenter énormément les possibilités de prises de décisions décentralisées compatibles avec une mesure centrale des ressources et des contraintes. Mais cela ne dit toujours pas comment mesurer la production (en temps de travail direct ?).

Le point de vue de Mandel est clairement lié à son rejet radical de l'aliénation au travers les rapports marchands dans le marché capitaliste. Mais est-ce que la critique du marché

capitaliste et de l'aliénation signifie rejeter l'argent et les prix, ou plutôt rejeter les rapports sociaux qui se camouflent derrière eux ? S'agit-il de rapports sociaux oppresseurs liés à l'existence d'un marché ou plutôt à sa dictature articulée sur un marché du travail et un marché du capital – c'est-à-dire des critères spécifiques de classe déterminant la mesure des coûts et des besoins ?

Diane Elson, critiquant la définition du socialisme de Mandel 'en terme d'absence de production marchande', souligne que : 'la marchandise dans les écrits de Marx n'est pas fondamentalement un bien qui est acheté et vendu pour de l'argent ... La structure des textes de Marx dans leur ensemble suggère quelque chose de moins banal. Le statut problématique des marchandises dérive non pas du simple fait de les vendre et acheter mais de le faire sous des conditions qui leur permettent d'acquérir une vie indépendante. C'est cette indépendance des marchandises qui permet au rapport social entre les hommes de prendre la forme fantastique de rapport entre des choses : "les personnes existent les unes pour les autres simplement comme représentants – et donc comme propriétaires – de marchandises"' [32].

Voici donc ce qui est en jeu : 'cette interprétation laisse ouverte la possibilité de créer une société dans laquelle les biens seraient échangés pour de l'argent mais où ils n'auraient pas une vie indépendante, où personne n'existerait pour l'autre simplement comme représentant de marchandises'. Elson analyse cette possibilité, 'qui requiert non l'abolition mais la socialisation de l'achat et de la vente', dans son texte très stimulant [33].

Discutant ce même sujet dans Plan, Marché et Démocratie, j'ai cité Bettelheim, qui soulignait très justement dans Calcul économique et formes de propriété que les sociétés de transition n'avaient pas encore développé 'les concepts adéquats pour mesurer le travail social, qui ne se résume pas dans la dimension du travail physique'[34]. 'L'équivalent socialiste du "travail socialement nécessaire" lié à "l'effet socialement utile" n'a pas été trouvé', disait-il. Les prix dans une société de transition recouvriraient à la fois la façon dont les besoins et les coûts sont mesurés et les rapports sociaux – d'une façon différente mais analogue à ce que recouvre la loi de la valeur. Dans le monde capitaliste, le 'travail abstrait' prédomine car c'est la substance de la valeur qui prend la forme de l'argent et parce qu'il n'y a pas de capitalisme si l'argent ne peut faire plus d'argent. Ainsi 'le travail concret' et les valeurs d'usage sont des catégories subordonnées. L'opposé devrait être la règle dans les sociétés de transition; mais l'espace et le temps pour un jugement rationnel devrait aussi être élargi, rendant possible une planification adéquate et le contrôle social.

Je suggèrai donc dans ce texte, la ligne directrice suivante pour une élaboration nécessaire sur ces questions : " De même que (...) la marchandise incorporait un triple jugement sur les coûts, les besoins et les rapports sociaux, il faut un contrôle social dans ces trois domaines – les techniques d'enregistrement monétaires des besoins et des coûts devant être subordonnés aux choix sociaux globaux " (Ibid).

Il ne peut y avoir de projet socialiste sans :

- le rejet de la domination du marché capitaliste — notamment le rejet de l'absurdité de marchés financiers 'réagissant négativement' quand le chômage baisse ;
- refuser de considérer la force de travail comme une 'chose', une marchandise dont le coût devrait être comparé à d'autres coûts (ceux des machines) : le droit d'avoir un emploi doit être un point de départ non le résultat incertain de la façon dont l'économie est régulée ;

- l'objectif radical de contrôle humain (par les hommes et les femmes, les travailleurs et les consommateurs, les parents et les enfants, les individus et les communautés de toutes sortes) sur la vie quotidienne et le futur: Ceci signifie une complète réorganisation de la vie, une transformation du temps de travail 'nécessaire', de l'éducation, des loisirs, des tâches domestiques, des conditions matérielles et culturelles de vie, des rapports humains dans tous les aspects de la vie quotidienne, et dans nos rapport avec l'environnement ;
- des choix alternatifs — dans le rythme de travail et son organisation, dans les besoins prioritaires à satisfaire pour tous, dans le système des stimulants, dans les technologies, dans les formes de solidarité ;
- solidarité avec les plus faibles et le rejet de la lutte de l'un contre tous.

Si le marxisme signifie quelque chose, c'est surtout une critique radicale :

- de la loi de la valeur dans le système capitaliste se présentant comme une 'loi objective', avec des prix qui dissimulent des rapports sociaux et des choix basés sur des critères de classe pour mesurer les coûts et les besoins — ce qui implique de ne prendre en compte que les besoins et les coûts qui peuvent être exprimés en prix, et
- de toute forme de choix 'normatif' imposé sur les êtres humains au nom d'une pseudo rationalité économique universelle (ou de classe), qu'elle soit imposée par un marché ou par un plan.

Cela signifie que la 'loi de la valeur' ne peut être le régulateur d'une société socialiste. Cela implique aussi une radicale critique de tout 'modèle', appelé 'socialiste' ou non, qui masque des rapports sociaux derrière des prix et des rapports marchands, de tout modèle statique qui chercherait à 'définir' un optimum via le calcul.

Cela signifie enfin que le régulateur de l'économie ne peut être un 'outil', que ce soit le marché ou le plan en tant que tel. Le calcul et les indications du marché doivent être subordonnés au jugement humain, car c'est l'unique 'régulateur' qui corresponde rationnellement aux objectifs socialistes. Mais qui décide en dernier ressort, et comment ? Des êtres humains, travailleurs et consommateurs, hommes et femmes, individus et communautés... La démocratie socialiste est bien plus complexe que prévue. L'autogestion requiert des experts et des contre-experts maniant des calculs, aussi bien que des indicateurs du marché. Elle nécessite aussi des débats politiques via les partis, les organisations de masse défendant des intérêts spécifiques afin de ne pas laisser le dernier mot aux experts. Tout ceci est nécessaire afin d'élargir l'horizon des choix finaux.

Il doit donc y avoir le plus de transparence (de critères explicites) sur ce qui est considéré comme un coût ou comme un droit pour les êtres humains :

- le plein emploi est un coût pour une société capitaliste - un droit et une source d'efficacité supérieure pour une société socialiste;
- la démocratie économique, l'éducation et la sécurité de l'emploi sont des coûts qui doivent être minimisés pour la bourgeoisie - ils sont des droits et une source de productivité dans une logique socialiste.
- l'égalité doit couvrir et maintenir de réelles inégalités de classe et de propriété dans un système légal bourgeois - c'est un droit qui demande effort et extension pour être authentiquement respecté dans une société socialiste.
- Il doit aussi y avoir une expression des besoins non limités aux mesures en argent ou en prix — même si l'on sait aujourd'hui comment 'intégrer' de nombreux 'effets externes' dans les prix (par exemple dans le domaine des politiques

L'argument de Mandel n'était pas très convaincant quand il tend à présenter la démocratie ouvrière comme simple et capable de résoudre tous les problèmes sans outils et institutions, y compris un 'marché socialisé'. Mais en substance, ce que Mandel désirait soutenir c'est que la décision, " en dernière analyse " doit revenir au jugement direct des travailleurs (nous dirons des êtres humains en tant que travailleurs et consommateurs) — et là il était convaincant.

Évolution du débat

En 1986, Mandel expliqua dans son débat avec Nove que : 'l'enjeu réel du débat en cours n'est pas le court terme, il n'est pas de savoir jusqu'à quel point l'échange de marchandises est nécessaire dans la période qui suit immédiatement une révolution anticapitaliste ; il est de savoir si l'objectif à long-terme du socialisme même — en tant que société sans classe - vaut bien la peine d'être réalisé' [35]. Nous avons vu auparavant qu'il identifiait cet objectif à long terme comme un processus conjoint de dépérissement des classes et des marchandises (celles-ci n'existant dans son modèle que dans l'échange avec le secteur privé ou coopératif).

Cependant, dans un article rédigé en novembre 1990 et publié dans Critique Communiste sous le titre " Plan ou marché, la troisième voie ", Mandel modifia complètement l'axe du débat et proposa une autre présentation de sa position. " Le débat n'est pas de savoir si oui ou non durant la longue période de transition entre le capitalisme et le socialisme on peut toujours utiliser les mécanismes de marché... Le débat concerne la question suivante : les choix fondamentaux à propos de la distribution de ressources rares doivent-ils être pris par le marché ou non ? [36].

Ici, c'est la période de transition —supposée durer longtemps— qui est l'horizon réel du débat. Pour les sociétés de transition, Mandel a toujours été favorable à l'utilisation d'un certain marché. Il expliquait que l'existence et l'emploi de catégories marchandes ne prouvent pas que le marché et les rapports capitalistes prédominent. Cette problématique-là, la plus sophistiquée de Mandel, est aussi celle que développe Diane Elson. La question est alors la suivante : quelle sera l'évolution de l'utilisation de la monnaie, selon ses différentes fonctions ?

Selon la nouvelle formulation de Mandel, l'enjeu s'exprime ainsi : le marché doit-il déterminer les principaux choix ? La réponse est évidemment 'non' : les priorités doivent être 'décidées démocratiquement par les travailleurs/consommateurs/citoyens - hommes et femmes -, sur la base de choix alternatifs cohérents ' [37]. Mais le débat n'est alors plus le même. Mandel définit alors de façon bien plus convaincante une approche différenciée : 'il n'y a aucune raison de limiter le libre choix des consommateurs. Tout ceci devrait être élargi et non limité.... Il n'y a aussi aucune raison de supposer que dans la période de transition du capitalisme au socialisme le recours à l'argent (qui nécessite une devise stable) et aux mécanismes de marché, essentiellement dans le but d'accroître la satisfaction des consommateurs, devrait être écarté ou même réduit. L'unique condition est que cela ne devrait pas générer une détermination par le marché des choix sociaux et économiques ...' [38]

'L'utilisation de la monnaie comme unité de compte doit être distingué de sa fonction

d'instrument d'échange, et encore davantage de son emploi comme moyen d'accumuler des richesses et de déterminer les choix d'investissement.

Le premier emploi durera et sera généralisé dans la planification socialiste. Le second a déjà commencé à décliner sous le capitalisme et continuera à décliner pendant la période de transition, avec des exceptions pour certains biens et services. Il y aura probablement une augmentation de "biens et services libres". Le troisième usage de l'argent devra être strictement limité et progressivement éliminé.' [39].

De plus amples discussions sont évidemment nécessaires sur ce sujet, spécialement à propos des formes de planification, non seulement dans le secteur des biens de consommation mais aussi pour les usines qui fabriquent les moyens de production. Mandel fut toujours extrêmement hostile à 'l'autonomie' des unités de production et à toute notion d'autofinancement. Dans ce secteur aussi, diverses conceptions d'un 'socialisme de marché' peuvent avoir des logiques très différentes : il y a les " modèles " qui proposent une compétition entre des unités indépendantes (avec des degrés plus ou moins grand d'autogestion ouvrière) et des banques sur la base de critères de rentabilité ; mais d'autres, comme Diane Elson, conçoivent un 'marché socialisé' et la planification sans marché du capital : la logique est d'encourager une association systématique et non une 'compétition prédatrice'.

La Yougoslavie a expérimenté différentes combinaisons de plan, marché et autogestion (dans les limites politiques du système). Il est intéressant d'étudier tant les conflits entre l'autogestion et la forme bureaucratique ou technocratique du plan (dans la période initiale) que ceux entre l'autogestion et la logique du marché (plus tard). J'ai ainsi examiné ces contradictions [40] car je partage avec Nove la conviction que nous pouvons apprendre plus des analyses concrètes des pays pseudo 'socialistes' que de Marx lui même (si nous recherchons dans son oeuvre un modèle concret). Mais vous avez besoin de critères pour juger une expérience. Les bilans très intéressants dressés par Nove à propos de l'Union Soviétique et du système réformé en Yougoslavie sont basés sur son rejet de tout critère marxiste : l'auto-organisation et la désaliénation des travailleurs ne jouent plus aucun rôle dans son modèle. J'ai moi aussi essayé de faire un bilan et de tirer des leçons des 'modèles' d'accumulations yougoslaves (quatre modèles différents en quatre décennies). Mais je l'ai fait avec d'autre 'lunettes' que Nove. J'ai essayé de comprendre la rationalité de l'autogestion ouvrière, d'en faire son bilan sur la base du critère de l'émancipation des travailleurs et des citoyens, utilisant les fils conducteurs de Marx . Ceci m'a davantage conduit vers les options de D. Elson (et les convictions de Mandel) que vers le modèle de Nove.

Utiliser le marché ne signifie pas abandonner l'approche marxiste de ce qui se cache derrière le marché ; ni d'avoir une conception naïve du marché comme outil neutre. Une telle compréhension naïve conduit à accepter son implacable domination. Ceci est encore plus vrai dans le contexte d'un environnement capitaliste et d'une société en transition où la propriété capitaliste privée existe encore. Au travers du marché et des prix, différents critères d'efficacité sont en compétition. Tel est l'enjeu derrière les prix du marché mondial déterminés par la loi de la valeur dans l'actuel 'capitalisme globalisé'. Il est prouvé que les rapports sociaux les plus régressifs sont facilement les 'plus compétitifs' : ils exerceront leur pression sur toute société qui cherche à commencer une transformation socialiste. Là encore, la transparence est nécessaire afin d'évaluer le degré optimal et les formes de 'protectionnisme progressiste', qui permettent de gérer les rapports nécessaires mais conflictuels avec le capitalisme, aussi longtemps qu'il existera.

Rappelons-nous la conclusion de Mandel. Au terme de l'article rédigé en 1990 (et mentionné ci-dessus), il se débarrasse d'une certaine façon de lire Marx (qui y trouve des 'modèles'). " En réalité, la façon la plus efficace et la plus humaine de construire une société sans classe reste l'expérimentation. Il s'agit de trouver des améliorations par approximations successives. Il n'existe pas de bon "livre de recettes" à réaliser - ni sur la "planification complète" ni sur le "socialisme de marché" . [41] Il explique alors que nous devons employer trois éléments mentionnés par Trotsky (le plan, le marché et la démocratie), mais aussi y ajouter un quatrième : la réduction radicale du temps de travail - une mesure essentielle pour que les travailleurs aient tout simplement du temps pour la démocratie directe.

Rappelons-nous les remarques de Mandel, citées en introduction, sur les limites de l'approche marxiste de la transition au socialisme. Le texte ci-dessus peut être lu comme une sorte de testament — et une rectification. Dans le texte de l'introduction — et jusqu'à ce dernier — Mandel semblait certain de ce que le socialisme n'était pas (une société utilisant les marchandises). Mais il conclue plutôt sur un débat ouvert — même s'il ne reconnaissait pas explicitement un infléchissement de sa pensée. Bien sûr, ceci n'est peut-être pas la meilleure façon de débattre. C'est tout de même bien mieux que de ne pas être ouvert au débat ...

C'est aussi bien mieux que de manquer de continuité sur des enjeux principaux: la nécessité et la possibilité d'une lutte pour l'émancipation basée sur l'auto-organisation, la désaliénation, et la responsabilité de l'être humain dans tous les domaines de sa vie à l'échelle mondiale. Là s'enracinaient les convictions et le célèbre optimisme d'Ernest Mandel, assurant la continuité exemplaire de son engagement militant.

Notes

[1] Ernest Mandel, 'What is the Bureaucracy ?' in Tariq Ali ed., *The Stalinist Legacy: Its Impact on 20th-Century World Politics*, Harmondsworth, 1984, p.78.

[2] Mandel, 'In Defense of Socialist Planning', *New Left Review* , n°159, Septembre/Octobre 1986, p.5.

[3] Voir par exemple les débats entre Mandel et Hillel Ticktin, 'Once Again on the Trotskyist Definition of the Social Nature of the Soviet Union', *Critique* , n°12, Automne-Hiver 1979-1980, pp.117-26.

[4] Cf. notamment sur le débat cubain E. Mandel, 'The Law of Value in Relation to Self-Management and Investments in the Economy of the Workers States: Some Remarks on the Discussion in Cuba', *World Outlook*, 1963.

[5] Cf. E. Mandel, 'Mercantile Categories in the Period of Transition', in Bertram Silverman (dir), *Man and Socialism in Cuba: The Great Debate*, Atheneum, New York, NY, 1971; et Mandel, 'The Economy of the Transition Period', chapitre 16 de *Marxist Economic Theory*, London 1968, vol. 2, pp. 605-53.

[6] E. Mandel, 'The Transitional Regimes in the East', in *Revolutionary Marxism Today*, London 1979, pp. 151-2.

[8] Ibid., p. 138-9.

[9] Ibid., p. 145-7.

[10] Ibid., pp. 148-50.

[11] Voir notamment, Henri Wilno, 'Europe de l'Est: le Capitalisme Difficile', Critique Communiste, n° 112-113, Novembre 1991. C. Samary, 'Eastern Europe and the Former USSR Five Years on: Economic Reform in the East', International Viewpoint, n°264, Mars 1995. Ce texte est en fait une version abrégée du texte français 'La "transition" dans tous ses états', Inprecor, n°388, Février 1995.

[12] Cf. Mandel and Chris Harman, Fallacies of State Capitalism.

[13] Cf. Catherine Samary, en anglais et en français, 'Relations sociales dans la planification bureaucratiquement centralisée', in Plan, marché et démocratie. L'expérience des pays dits socialistes. IIRE Notebook for Study and Research n°.7/8, Amsterdam 1988.

[14] Affirmer qu'un tel système était tout sauf capitaliste ne signifie pas qu'il est bon. Charles Bettelheim, dans " Calcul économique et formes de propriété " (Maspero, 1970), souleva des questions fondamentales à propos de la nécessité et des difficultés du calcul dans une société en transition vers le socialisme.

[15] Jacques Sapir in Victor Santer and Jacques Sapir, (dir), " Monnaie et finances dans la transition en Russie ", Paris 1995

[16] Conjoncture, n°5, Mai 1996, p. 10.

[17] Cf. Samary, " Plan, Marché et Démocratie "... op. cité

[18] Voir les remarques intéressantes et les propositions conceptuelles sur ce point de Gérard Roland, " Économie Politique du Système Soviétique ", Paris 1989.

[19] Il y a quelques années, j'avais écrit un texte sous le titre 'l'État Ouvrier anti-ouvrier ». Ceci n'était pas uniquement une provocation. Je reviendrai sur ce débat dans la section 1.4 plus bas.

[20] Lire la contribution de Maxime Durand à ces débats: 'Planification: 21 thèses pour ouvrir le débat', Critique Communiste, n° 106-107, Avril-Mai 1991.

[21] Alec Nove, The Economics of Feasible Socialism, London 1983.

[22] Voir par exemple 'Las Categorías Mercantiles en el Periodo de Transición' (texte interne, non daté).

[23] E. Mandel, 'Du "Nouveau" sur la Question de la Nature de l'URSS', Quatrième Internationale, n°45, Septembre 1970.

[24] F. Engels à C. Schmidt, 5 Aout 1890, in Karl Marx et Frederick Engels, Selected Works in Three Volumes, Moscou, 1970, vol. 3, p. 484; cité in Roman Rosdolsky, 'La Limite Historique de la Loi de la Valeur : l'Ordre Social Socialiste dans l'œuvre de Marx', Critiques de l'Économie Politique 6, Janvier-Mars 1972.

[25] C. Samary, " Plan, Marché et Démocratie ", p. 56.

[26] E. Mandel, 'In Defense of Socialist Planning', NLR 159, Septembre/Octobre 1986; Alec Nove, 'Markets and Socialism', NLR 161, Janvier/Février 1987; Mandel, 'The Myth of Market Socialism', NLR 169, Mai/Juin 1988.

[27] L. Trotsky, 'The Soviet Economy in Danger' (22 October 1932), in Writings of Leon Trotsky (1932), New York 1972, p. 274.

[28] Dans " Problèmes Théoriques et Pratiques de la Planification ", Paris 1949 de même que dans " Calcul économique et Formes de Propriété ", Charles Bettelheim a soulevé des questions importantes à propos du besoin de calcul économique, qui ne pourrait supprimer les prix dans la planification socialiste. Cela nécessite une discussion spécifique de ses analyses marxistes.

[29] Trotsky, 'The Soviet Economy in Danger', pp. 274-5.

[30] Mandel, 'In Defense of Socialist Planning', p. 28.

[31] Ibid., p. 32.

[32] Diane Elson, 'Market Socialism or Socialization of the Market ?', NLR 172, Novembre/Décembre 1988, p. 4.

[33] Ibid.

[34] Bettelheim, (" Calcul économique...) cité par Samary, (" Plan, Marché, Démocratie..), p.56

[35] Mandel, 'In Defense of Socialist Planning', p. 9 (souligné par l'auteur).

[36] Mandel, 'Plan ou Marché, la Troisième Voie', p. 15 (souligné par l'auteur). Plusieurs débats furent aussi publiés dans Critique Communiste à propos du modèle proposé par Tony Andreani, 'Pour un Socialisme Associatif', in issue no. 116-117, Février-Mars 1992. Voir aussi J. Vanek, The Labor-Managed Economy: Essay, Cornell 1977.

[37] Mandel, 'Plan ou Marché', p.16.

[38] Ibid., p. 20 (souligné par l'auteur).

[39] Ibid., p. 21 (souligné par l'auteur).

[40] C. Samary, Le Marché Contre l'Autogestion: l'Expérience Yougoslave, Paris 1988.

[41] E. Mandel, 'Plan ou Marché', p.21 (souligné par l'auteur).